DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur : MAURICE BARDÈCHE

Dans ce numéro :

Robert BRASILLACH :

Journal d'un homme occupé (II)

•

Le front pro-communiste

•

Les dessous de l'affaire de Tétouan

•

La politique des Rockefeller

•

Un nouveau nationalisme

SOMMAIRE COMPLET, PAGE 2

11

FEVRIER 1954

PRIX : 100 fr.

SOMMAIRE

RECIT

Robert BRASILLACH : *Journal d'un homme occupé* (II)

LES IDEES ET LES FAITS

Maurice BARDECHE : Un nouveau nationalisme

Henry VILLENEUVE : Le Front pro-communiste

Erwin NEUBERG : La politique de Rockefeller

Maurice MESTAT : L'Europe devant la télévision

NOUVELLES EUROPEENNES, NOUVELLES POLITIQUES

- La commémoration du 6 février
- Paul Van Tienen est acquitté
- L'activité du « Mouvement Social Européen » [illegible]
- Echos
- Après la Conférence de Berlin

[illegible] avenir de l'économie européenne [illegible] Carthy [illegible] Les adversaires de la C.E.D. [illegible] Europe [illegible] Le point de vue de Mosley [illegible] Sur [illegible] et *Palermo* [illegible]

ETUDES ET TRIBUNE LIBRE

Pierre FONTAINE : Les dessous de l'affaire de [illegible]

Werner VORMFELDE : La question des criminels [illegible]

Per ENGDAHL : Eléments d'une nouvelle idéologie [illegible]

DOCUMENTS

Une déclaration du général Béthouart

Nos lecteurs nous écrivent

REVUE DES REVUES

Récit

Journal d'un homme occupé

par Robert *BRASILLACH*

(II)

GRAND TOURISME ET MANŒUVRE EN SPIRALE (*suite*).

Dans ce récit dont la publication a été commencée dans le précédent numéro de « Défense de l'Occident » *Robert Brasillach raconte les dernières journées de la campagne de* 1941 *vues de l'Etat-Major de la III*[e] *Armée.*

Le gouvernement avait décidé de ressembler dans le Midi tous les jeunes gens de plus de quinze ou seize ans. Ils partaient à bicyclette de Gérardmer, s'élançaient sur une route, revenaient en criant : « La voie est barrée ! », essayaient d'un autre chemin. Tout un jour, je regardai aller et venir ces essaims peu tragiques, à allure de vacances et de campements, heurtés soudain à des barrières invisibles. Le 17 juin, ils avaient renoncé et paisiblement remisaient chez eux leurs bicyclettes. Je vis des commerçants, de charmantes femmes blondes qui tenaient salon de coiffure sur la rue principale : tout ce monde était presque

(1) Voir le n° 10 de *Défense de l'Occident.*

tranquille, assuré que la ville allait tomber bientôt et que la guerre serait finie. Nous ignorions que dans la journée du dimanche, le 16 juin, Paul Reynaud avait tenu son dernier Conseil des ministres à Bordeaux, et qu'il avait remis à onze heures du soir sa démission au président de la République. Mais le 17, à midi et demi, la voix du maréchal Pétain, cassée par l'émotion, s'élevait pour la première fois à la radio :

.. *Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur... C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec moi, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités.*

Lorsqu'on connut cet appel, une explosion de commentaires et de fausses nouvelles s'éleva aussitôt. C'était un faux de la radio allemande pour décourager les combattants. Jamais Pétain n'avait demandé l'armistice. De subtils exégètes affirmaient même qu'ils avaient la preuve du faux, les germanismes évidents dont le texte était semé. Par exemple, le maréchal avait commencé en disant : « *Mon peuple...* ». Jamais un chef de gouvernement français n'a parlé à ses compatriotes en leur disant, au vocatif, « *mon peuple* ». C'était une mauvaise traduction du « mein Volk » allemand, la signature même de la traîtrise hitlérienne. Il n'y avait qu'un malheur, c'est que le maréchal Pétain n'avait jamais dit : « Mon Peuple ». Il avait seulement dit : « Sûr de la confiance du peuple tout entier... ».

Je rencontrai mon ami Raymond Laurent, ancien camarade de Normale, retrouvé à l'état-major, et qui travaillait au 2e bureau, et je lui demandai ce qu'il fallait penser du discours. Etait-il apocryphe ou non ? Le cher garçon avait près de quarante de fièvre, il était terriblement grippé et plein de soucis pour sa femme et ses deux fillettes. Il haussa les épaules :

— Les Allemands s'approchent du Creusot. Tout est foutu. Le discours de Pétain est bel et bien authentique. Tout notre espoir est que l'armistice soit bientôt signé.

On venait d'apprendre la chute de Metz, de Saint-Mihiel, de Dijon, et le franchissement du Rhin à Neuf-Brisach. Parfois des officiers, des soldats, échappés d'on ne sait quel encerclement apparaissaient à l'état-major pour apporter des nouvelles d'une unité qui avait perdu toute liaison. J'ignore quels ordres on pouvait donner à ces malheureux. Je me rappelle le visage exténué de l'un d'eux, un motocycliste, visiblement épuisé, qui venait de remettre un pli à un officier, à la popote sur le bord du lac. Quelques inconscients, devant la balustrade de bois, en

plein air, achevaient un repas encore convenable et avaient, pour le terminer, commandé le champagne. Le 17 juin 1940. Je dois dire qu'on les regardait avec désapprobation, mais ils étaient plus galonnés que moi, moi, désireux de cet armistice demandé, moi, revenu de Paris dans des circonstances suspectes, moi qui étais profondément choqué de cette inconscience. Je revois encore ce spectacle, ce soldat debout et éreinté, qui attendait une réponse lente à venir, en contemplant de ses yeux cernés, sans rien dire, cette demi-douzaine d'officiers français qui prenaient leur temps et buvaient le champagne en plein air le jour de la défaite. J'imagine que les mêmes, aujourd'hui, sont gaullistes et revenchards. Mais il y avait déjà longtemps que je pensais que l'abaissement démocratique avait atteint plus profondément qu'on ne croyait le corps et l'âme de l'armée française.

En attendant cet armistice dont on doutait, le général Condé venait de décider de ne plus rester à Gérardmer,point dangereux, mal abrité, trop encaissé. Il n'était pas question de tenter de briser le cercle, encore moins de fuir, comme le conseillaient certains. La question fut agitée de rendre à chacun sa liberté, mais il fut décidé de ne le faire que le jour où l'armistice serait accordé. Avant cela, il fallait maintenir ce qui pouvait être maintenu de discipline. L'état-major allait quitter Gérardmer le mardi 18 juin, et gagner, plus au nord, la ville de Saint-Dié, où nous arrivâmes à la fin de l'après-midi.

Cette fois-ci j'avais abandonné ma voiture de touriste pour demander à accompagner une demi-douzaine de soldats dans une camionnette. Henri Prado-Gaillard nous suivait sur une benne. J'avoue que je me trouvais ainsi beaucoup plus à l'aise, sur le siège avant, à bavarder et à partager des cigarettes. La chaleur était étouffante, d'autant plus que nous avancions à une allure de chenille, dans une file interminable, mais dédaignée par les avions. On s'arrêtait, on repartait, on essayait de dépasser les précédents, sans trop savoir pourquoi. Je revois cette longue suite grise de voitures, à travers les bois. Quand nous arrivâmes à Saint-Dié, nous étions assez éreintés, et on abrita la plupart des officiers dans le séminaire, qui devait devenir hôpital et qui ne pouvait donc nous recevoir que vingt-quatre heures. La population nous avait fait un surprenant accueil. En effet, depuis plusieurs jours, elle avait vu défiler des troupes vers le Sud, et nous étions les premiers soldats à revenir en arrière. Les gens des marches de l'Est sont patriotes : ils nous acclamèrent, c'est tout juste si l'on ne nous jeta pas des fleurs. Dans la réalité, nous ne savions rien, nous ne comprenions rien aux idées du commandement, et à cette marche en spirale qu'on nous faisait faire.

C'est à Saint-Dié que l'on décida d'inscrire les dames téléphonistes aux services civils de la ville — avec ou sans instruments d'hygiène. Elles étaient furieuses... On leur expliqua que c'était pour assurer leur sécurité, afin qu'elles ne fussent point considérées comme « militaires », mais elles voulaient à toute force partager notre sort jusqu'au bout. J'en revois deux ou trois, assez gentilles, qui flirtaient avec les petits médecins auxiliaires. On descendait la rue, on s'entassait dans les cafés. Maintenant, si l'on se battait, ce devait être plus loin, par un étrange paradoxe. Tous les habitants savaient que l'armistice était demandé, il n'y avait plus à en douter. Le 18, Hitler avait rencontré Mussolini pour en discuter les conditions. Nous nous informions de notre nouveau front des Alpes, tenu par des unités squelettiques, et nous apprenions qu'il était peu entamé. Ailleurs, la débâcle était totale. Une partie de nos troupes venait de faire sans succès une tentative de percée en direction du Plateau de Langres. Je parlai dans un café, je me souviens, avec le colonel qui commandait le deuxième bureau, ancien réserviste, homme cultivé et fin.

— Il faut que vous sachiez, me dit-il, que le commandement a ordonné, de loin, de très loin, au général Condé une attaque sur Vittel « pour sauver l'honneur ». Le général a répondu par diverses observations de caractère technique et il a ajouté ceci : « Quant à sauver l'honneur, pour des troupes qui se battent sans armes et sans approvisionnements, en sachant que l'armistice est demandé depuis quarante-huit heures, j'estime que c'est fait ». Rappelez-vous ces phrases.

Bien qu'ayant servi sous ses ordres, j'ai dû voir deux ou trois fois seulement le général Condé. Mais cette petite phrase, son opposition à la guerre en 1939, le fait qu'il ait refusé d'abandonner ses troupes et qu'il se soit fait faire prisonnier, voilà des choses que je n'oublierai pas.

La journée du mercredi 19 juin se passa dans une attente sans relief. Strasbourg, Nancy et Lunéville avaient été pris. Un de nos camarades, envoyé en mission à Nancy, s'était heurté à un détachement de la Wehrmacht, qui n'avait même pas fait attention à lui. J'avais trouvé avec mon ami Raymond Laurent une petite chambre chez une vieille dame. Mais dans la nuit, à 2 heures du matin, un remue-ménage dans la rue nous éveilla du demi-sommeil.

— Je crois qu'on s'en va. Allons-y voir.

Je partis rechercher ma camionnette, abritée dans un chemin creux en bordure de la ville. En effet, on partait. Ces allées et

venues, ces départs dans la nuit, alors que nous ne savions rien de l'avance ennemie, donnent à ces journées une couleur absurde et fantômatique. C'est bien la couleur qu'elles avaient. On rassembla donc, encore une fois, les colonnes dans les faubourgs de la ville, les motocyclistes coururent casqués et porteurs d'ordres invisibles et, pesamment, nous embarquâmes. L'armée prenait, cette fois-ci, la direction de l'Ouest, afin d'achever sans doute cette belle manœuvre en spirale dont j'ignore le nom qu'elle ne manquera pas de porter dans les cours de l'Ecole de Guerre, mais qui fut bel et bien la dernière manœuvre des troupes de l'Est. Le dernier communiqué que nous ayons pu entendre déclarait que « formés en carré », nous résistions jusqu'au bout. De quoi angoisser, à force de fanfares, tous ceux qui avaient des fils et des frères dans les trois armées encerclées. On nous dit que nous camperions définitivement dans un petit village appelé Biffontaine, qui n'est pas très éloigné de Saint-Dié, et où nous arrivâmes avec les premières lueurs du jour.

Dans l'après-midi, nous eûmes, pour la première fois, une idée officielle de notre sort. Le général Condé réunit à la mairie son état-major tout entier, et lui déclara que l'armistice allait sans doute être signé (on était le jeudi 20 juin). Nous tâcherions de tenir dans les bois jusqu'à la signature, afin de n'être pas faits prisonniers. Alors, liberté serait rendue aux officiers de se sauver par leurs propres moyens, s'ils le jugeaient bon. Jusque là, il allait de soi qu'ils devaient obéir aux ordres. Il faut croire qu'ailleurs cela ne s'était pas toujours fait, puisqu'on jugeait utile de le préciser. Le général termina par quelques paroles de foi dans l'avenir, quelles que fussent les peines de l'heure. Il avait été sobre, visiblement bouleversé. Nous étions tous silencieux. L'aumônier demanda l'autorisation de donner l'absolution *in articulo mortis*. Les divers services se scinderaient en petits groupes qui allaient s'égailler dans les bois voisins. Les bagages resteraient sous la protection de la garde mobile, et on était prié de n'emporter que le nécessaire. Vers 4 heures de l'après-midi, sous l'œil un peu ahuri des habitants du village, nous abandonnâmes donc Biffontaine pour gagner les forêts escarpées qui l'avoisinent. Je portais son sac russe et mon matelas pneumatique. Nous devions rester là jusqu'au dimanche.

LES HOMMES DES BOIS.

Des heures si graves pour notre pays qui étaient en train de s'écouler, nous ne devions rien savoir pendant quelques jours. Avec un petit groupe, le général Condé se tenait dans un lieu dit la Pinpierre, où j'imagine qu'il était informé. Mais nous

autres, nous étions perdus dans les bois, un soir dans un coin, un autre soir sur la pente d'un ravin, à quelques kilomètres de là, non loin d'une source, quelques officiers, vingt ou trente secrétaires. Les plénipotentiaires de l'armistice avaient été désignés. Lyon était occupé, mais sur l'Est, les communiqués allemands signalaient toujours la résistance « opiniâtre » des nôtres et rendaient hommage à leur vaillance. C'est dans la forêt de Compiègne, le 21 juin, dans le wagon de Foch, que le Fuehrer avait reçu les délégués français et que le général Keitel avait lu le fameux préambule aux conditions d'armistice : « *Après une résistance héroïque, la France, dans une série unique de batailles sanglantes, a été vaincue et s'est effondrée. Aussi l'Allemagne ne se propose-t-elle pas de donner aux conditions de l'armistice ou aux négociations de l'armistice le caractère d'un outrage à l'égard d'un adversaire aussi brave.* »

Mais nous, nous ne savions rien, perdus dans nos sapins, plus seuls au monde que nous ne l'avions jamais été, et uniquement attachés aux menus soucis de l'heure présente.

Quelles journées étonnantes ! Dans le ciel tournoyaient au-dessus de nous des avions à croix gammée. J'avais vu passer, dans les sentiers, comme la nuit tombait, le cortège des payeurs, avec des ballots précieux sur la tête. Ils venaient de brûler quelques millions de papier-monnaie à un carrefour. On nous avait réglé la veille un demi-mois de solde jusqu'au 15 juin et on ne voulait pas que le reste fût considéré comme prise de guerre. Au milieu du désastre, on pouvait garder assez de sentiment de l'humour pour s'amuser de voir le Trésor aux armées, les Postes et les bureaux d'état-major enfin transformés en patrouilleurs. Gravement, on plaçait des guetteurs sur les éminences, comme s'il s'agissait d'une guerre de l'Empire. Il y avait parfois trois fusils pour trente secrétaires, mais on leur donnait de bons conseils stratégiques pour la nuit.

— Dites donc, mon lieutenant, venait me dire un brave type à qui mon commandant venait de passer des ordres de style héroïque, vous croyez que si un tank arrive, il faut tirer ?

Je haussais les épaules, lui expliquais que les tanks ne pouvaient pas passer par les sentiers étroits et cachais à peine que je trouvais imbéciles ces conseils de résistance avec des armes préhistoriques, que ces secrétaires savaient à peine manier. Je crois qu'Henri Prado-Gillard et moi étions assez populaires parce que nous ne faisions pas de façons.

J'avais demandé de prendre le « quart » de trois heures du matin. J'aime le milieu de la nuit, silencieux et craquant... Accoté à un rocher, dans cette veillée amère et puérile, je songeais librement aux miens, à ce que j'avais abandonné et dont

j'ignorais tout, aux routes dangereuses de l'exode, à la nation écrasée. Autour de moi, les soldats dormaient, rêvaient tout haut, se tournaient et se retournaient dans la nuit tiède. L'heure étrange passait. Je me sentais le droit que je ne me suis jamais senti dans le jour, de ne plus être gai. Mais je ne perdais pas confiance.

Ailleurs, loin de nous, se déroulaient les véritables événements. Le canon roulait à l'horizon, sans discontinuer. Parfois des jappements de mitrailleuses, des coups de feu isolés, beaucoup plus près. Nous nous partagions des besognes nécessaires et sans gloire, allions chercher des provisions, de l'eau. Chacun de ces trois matins, je suis allé me baigner dans une source en contre-bas, non loin de la route où tout à l'heure on avait tiré. J'expliquais à qui voulait l'entendre qu'à moins qu'on m'attache les mains ou qu'il n'y ait pas d'eau du tout, je trouverais toujours le moyen de me laver chaque jour de la tête aux pieds et de me raser, que c'est une question d'organisation et de volonté. Je ne suis pas mécontent d'avoir tenu parole toute ma captivité et je suis sûr que c'est tout à fait nécessaire pour ce qu'on nomme le « moral ». C'est pourquoi je dis toujours aux garçons des centres ou des camps de jeunesse que je n'ai jamais vu un soldat allemand non rasé et qu'à moins de circonstances extraordinaires, il est plus facile qu'on ne croit de se laver. C'est plus important en tout cas que de distinguer entre l'individu et la personne.

Pourquoi croire que nous avions de grandes pensées ? Nous étions coupés de tout, nous ne savions rien, nous attendions, et, sans combattre, nous savions seulement que la retraite absurde pour nous était finie, et qu'il fallait simplement mener quelques jours cette étrange vie d'hommes des bois en marge du destin de notre pays. Les hommes taillaient en sifflotant des baguettes et des cannes. Mon commandant avait remis à son ordonnance, qui campait à douze pas de lui, tout ce qu'il ne voulait pas porter. De temps en temps, d'une voix flûtée, aussi digne qu'un lord anglais de caricature dans son île déserte, il déclarait :

— Ernest, apportez-moi mon verre.

Ernest apportait le verre, y versait un peu d'eau, et le remportait ensuite sous son arbre, non moins solennellement. Comme je n'avais ni manteau, ni capote, le commandant m'avait offert une des deux superbes couvertures de laine blanche que lui portait Ernest, et que je croyais bien avoir déjà vues dans un hôtel de Gérardmer. Je la roulais sur mes épaules, au-dessus de mon sac, et dans la nuit, comme on ne voyait que cette blancheur éclatante on me recommandait gravement de ne pas nous

faire repérer par les avions. La cocasserie de tout cela échappait à presque tous.

Il y avait des gens venus un peu de partout, nous en avions ramassé sur les routes, nous en trouverions dans les sentiers. Pas de désordre d'ailleurs. Je n'avais encore rencontré, malgré l'incertitude, malgré l'absence de communications, malgré les bizarreries de la retraite, qu'une sorte de tranquillité paysanne, un peu passive, qui ne m'a pas déplu. Deux ou trois fois, les gars qui avaient acheté des œufs, déniché des boîtes de « singe », m'ont invité à partager leur repas. Ils l'ont fait à Biffontaine, en arrivant. Ils l'ont refait à nouveau dans les bois, parce que j'avais demandé à les accompagner pour chercher nos provisions, le second jour, à cinq ou six kilomètres de là, au lieu de campement de l'intendance ou à la source. J'en ai, je l'avoue, beaucoup de douceur, beaucoup de fierté. Je ne l'ai pas vu faire pour beaucoup d'autres, je l'avoue, même dans ces bois où nous campions un peu pêle-mêle. Il est vrai que j'ai toujours eu des notions un peu anarchiques sur la discipline.

Il faisait beau et chaud, et nous regardions avec quelque inquiétude les avions qui tournoyaient au-dessus de nous. Quelques bombes incendiaires, et toute la forêt grillait, après deux mois de sécheresse, comme un feu de paille. Cela nous paraissait plus redoutable que les fusillades que nous entendions sur la route de Corcieux, la route de Barbey-Seyroux, en contrebas de nos collines. Quand j'allais à la source, on tiraillait à cinquante mètres. Mais nous continuions notre camping saugrenu en attendant la paix et la pluie.

Elles vinrent ensemble, le samedi soir 22 juin. Conformément aux autorisations qu'il en avait reçues, le général Condé, pour éviter les massacres inutiles — et en particulier ceux des groupes perdus et grouillants dans les bois de Biffontaine — avait signé l'ordre du jour n° 40 qui acceptait la reddition de toutes les forces encerclées. Les honneurs militaires lui étaient accordés. La pluie se mit aussitôt à tomber. Pour la première fois depuis longtemps, nous n'entendîmes plus le canon.

L'EVANGILE DE LA DEFAITE.

Nous passâmes encore une nuit dans les bois ; j'étais parti, campeur impénitent, dormir avec quelques soldats au carrefour où nous devions nous réunir le matin, puis nous regagnâmes Biffontaine qui avait été traversé par les troupes allemandes. Tous les colis confiés à la garde mobile avaient été pillés ; et on nous assura vite que c'était par les Français, militaires ou

civils. Je retrouvai ma correspondance dans le foin, les valises éventrées, je ramassai le portrait de Ludmilla Pitoëff sur un talus, et je distribuai ce qui se trouvait encore dans ma cantine. On put, chez divers habitants, reconnaître des postes de T.S.F., des chaussures, des vêtements. Mais qu'y faire ? Nous passâmes là deux jours. Les machines à écrire crépitaient, dans l'école, dans la mairie. Les officiers d'état-major se décernaient des citations et couraient déterrer le stock de croix de guerre enterré dans les bois. Je logeais avec Raymond Laurent, toujours accablé par la fièvre, dans une petite maison où la bonne femme louait à prix d'or son couloir et ses paillasses. Nous attendions. On regarda avec beaucoup de curiosité les premiers Allemands qui venaient régler avec le général Condé les détails de la reddition, mais ils ne firent que passer.

Les nouvelles, elles aussi, commençaient à affluer. Quand j'appris la constitution à Londres d'un gouvernement dissident sous la présidence de de Gaulle, alors que beaucoup se lançaient déjà dans de somptueuses vaticinations, je fus effondré, pour la première fois peut-être. C'était pour moi la folie irréparable, l'accusation de duplicité trop facilement portée contre notre pays, la dissidence de l'Empire, à craindre (que de fois j'ai pensé ces jours-là au destin du Maroc, qui m'est plus cher que bien des provinces !). Mais Raymond Laurent m'apportait du poste de radio du deuxième bureau la nouvelle qu'il avait dû y avoir un discours insolent de Churchill et une splendide réponse du Maréchal Pétain :

« M. Churchill est juge des intérêts de son pays, il ne l'est pas du nôtre. Il l'est encore moins de l'honneur français... Pour le présent, les Français sont certains de montrer plus de grandeur en avouant leur défaite qu'en lui opposant des propos vains et des projets illusoires. Pour l'avenir, ils savent que leur destin est dans leur courage et leur persévérance. »

Enfin, cela était dit ! Peut-être le destin ne serait-il pas trop dur, peut-être les émigrés ne passeraient-ils pas pour la vraie France...

Nous apprîmes que l'armistice franco-allemand ne serait valable qu'une fois signé un armistice franco-italien. Nous en ignorions les conditions et étions tous convaincus que notre état de prisonniers ne saurait durer. C'est dans la nuit du lundi au mardi, à 1 h. 35 du matin, que l'armistice entra en vigueur.

Mais, le dimanche, l'aumônier avait dit la messe en plein air, à l'entrée de Biffontaine. Quand il me retrouva, il me dit :

— Avez vous entendu l'Evangile du jour ?
— Non.
— Regardez.

Il feuilleta son bréviaire et me le tendit. Peu de Français, j'en ai fait l'expérience, connaissent le prodigieux intersigne que fut l'Evangile du dimanche de la défaite. Il est pourtant dans Saint-Luc, chapitre XIV :

« *Qui de vous, s'il veut bâtir une tour, ne s'assied pas auparavant pour calculer la dépense et s'il a de quoi l'achever ? de peur qu'après avoir posé les fondements de l'édifice il ne puisse le conduire à sa fin et que tous ceux qui le verront ne se mettent à le railler, disant : « Cet homme a commencé à bâtir et il « n'a pu achever.* »

Et il est dit pour finir ceci (versets 31 et 32) :

« *Quel roi, s'il va faire la guerre à un autre roi, ne s'assied tout d'abord pour délibérer s'il peut, avec dix mille hommes, faire face à un ennemi qui vient à lui avec vingt mille ? S'il ne le peut, tandis que celui-ci est encore loin, il lui envoie une ambassade pour négocier la paix.* »

(*à suivre*)

Les idées et les faits

Un nouveau nationalisme

Le vingtième anniversaire du 6 février 1934 nous invite à méditer sur le nationalisme français, sur ce qu'il fût, sur ce qu'il est.

Le nationalisme de 1934 était essentiellement le sursaut d'un peuple pour imposer les conditions de sa grandeur. A l'origine de ce sursaut se trouvait la conviction qu'une nation perd toute force et tout avenir quand la corruption s'établit parmi ceux qui la dirigent, qu'un régime qui permet cette corruption met la nation en danger de mort. Les nationalistes français qui marchèrent ce jour-là contre l'espèce de palais des doges où se cuit à petit feu la marmite parlementaire, n'étaient guidés que par leur indignation, leur colère et leur instinct. Ils ne suivaient aucune déesse flamboyante, ils ne voyaient s'élever devant eux aucune cité future et ce n'était pas une image nouvelle du monde qui les avait rassemblés : mais seulement l'idée que la propreté, l'autorité, l'efficacité sont les qualités minima, les qualités fondamentales, qu'on a le droit d'exiger de tout gouvernement, hors desquelles il n'y a point d'Etat, point de protection, point de justice. Et ce n'étaient pas des penseurs.

Ce qu'ils voulaient pour leur pays et ce que leurs pères avaient voulu avant eux, c'était qu'il fût fort. Et non pas qu'il fût fort pour conquérir le monde ou pour être le premier, le plus puissant des Etats du monde. déjà cette pensée d'hégémonie, tous sentaient confusément qu'elle n'était plus de ce temps, mais qu'il fût fort pour être indépendant. Qu'il fût fort pour têre protégé par sa force, pour être pareil, grâce à sa force, à la cité ceinte de murs, laquelle ne craint point les assauts. Ce nationalisme n'était point de conquête, mais il était de force et de maintenance. Il était à l'échelle d'un monde cloisonné, d'un monde de principautés bien dessinées sur la carte, bien

embouties l'une dans l'autre et assurées par leur voisinage même, où la force de chacun et la santé de chacun étaient garantes de la paix et de l'avenir.

*
* *

Le nationalisme de ce temps était à la dimension de ce temps-là, où la France, malgré un traité désastreux, avait encore la troisième marine de guerre du monde, où la France passait pour avoir la première armée du monde, où il suffisait que la France fût, en effet, proprement, vigoureusement, efficacement gérée pour qu'elle restât à son rang parmi les grandes nations du monde.

Aujourd'hui, la France n'est plus que par convention une des grandes nations du monde, elle ne prétend plus et elle ne peut plus prétendre avoir la première armée du monde, elle n'a plus et elle n'aura plus jamais la troisième marine de guerre du monde : et notre nationalisme a toujours la même tâche, qui est celle de maintenir notre indépendance, c'est-à-dire, notre existence, mais il n'a plus les mêmes moyens.

Ceux qui veulent aujourd'hui que rien ne soit changé aux choses d'autrefois jouent au colin-maillard des fantômes. Nous pouvons bien saisir une ombre d'armée, une ombre de flotte, ce ne sont que des ombres, et l'indépendance fictive qu'elle nous assurent n'est qu'une ombre également. Ceux qui ont des armées et des flottes et une puissance véritables, ont intérêt à nous entretenir dans cette illusion nostalgique. Les ombres qu'ils nous auront aidés à mettre en place sur notre joli théâtre chinois resteront des ombres, et le jour où quelque main de fer abattra ces puérils décors, ce sont leurs armées, leurs flottes et leur puissance qui paraîtront devant nos terres désarmées.

Le nationalisme d'autrefois est la meilleure arme dont puissent se servir aujourd'hui ceux qui méditent notre impuissance et demain notre asservissement. Le même instinct de survivre qui nous commandait hier la propreté, l'autorité, l'efficacité, nous commande aujourd'hui l'union, base et condition de toute efficacité, activité et propreté futures.

Ce n'est pas quelque idéalisme ou quelque chimère qui nous fait souhaiter cette union, c'est notre instinct. C'est notre sens de la vie, c'est notre instinct de conservation qui nous impose une transformation de notre nationalisme. Nous ne sommes pas devenus des penseurs, nous demandons l'union parce que nous sommes des réalistes. Nous ne sommes pas plus des penseurs que les hommes de village qui font la chaîne les jours d'incendie ne sont des théologiens.

Mais cet instinct vital, cet instinct communautaire, trans-

formation de notre égoïsme de cité, il est indispensable, il est capital qu'il soit généreux et juste. Les hommes qui font la chaîne les jours d'incendie, ils ne se demandent pas si la maison du voisin est plus grande que leur maison, ils ne se demandent pas si le voisin n'a pas une chance d'être élu bientôt parmi les échevins du bourg. Une union des égoïsmes ne forme pas une communauté.

Notre nouveau nationalisme a conscience que notre indépendance et notre existence ne peuvent être préservées qu'en même temps que l'indépendance et l'existence des peuples voisins. Il suit de là que l'indépendance et l'existence des peuples voisins ne sont pas des rivales mais des garantes des nôtres. Il suit de là que ce qui est essentiel pour eux, nous devons le ressentir comme essentiel pour nous et qu'inversement ce qui est essentiel pour nous doit devenir essentiel pour eux.

Cette assise de fraternité et de solidarité est ce qui manque totalement à l'Europe de Strasbourg et ce qui la condamne. Elle a pris tous les problèmes par le mauvais bout et c'est pourquoi elle n'en amène aucun à sa conclusion. L'Europe de Strasbourg est une affaire conclue entre des marchands cupides et cauteleux. Il lui manque cette générosité sans laquelle il n'y a pas d'esprit créateur.

***

Ce n'était pas le prix de l'acier et les tarifs des chemins de fer allemands qu'il fallait mettre en première ligne, mais la réconciliation du peuple français et du peuple allemand. Si la France avait proposé aux alliés de prononcer une amnistie générale pour tous les faits de guerre, si elle avait ouvert ses prisons, si ses armes avaient été la générosité et la justice, l'Europe eût été bâtie plus vite et notre sécurité elle-même eût été mieux assurée. De même, si la France avait accordé autant de prix à l'indépendance et à l'existence du peuple allemand qu'à son indépendance et à son existence propres, elle n'eût pas introduit dans le traité de la C.E.D. des clauses machiavéliques et anormales, elle n'eût rien stipulé dans ce traité qu'elle n'eût été prête à accepter pour elle-même et les Français ne seraient pas aussi dramatiquement divisés qu'ils le sont aujourd'hui.

Les négociateurs malhonnêtes ne réussissent pas longtemps. C'est la loyauté seule qui inspire les contrats durables. L'Europe de Strasbourg divisée et méfiante plie sous les coups de boutoir soviétiques de Berlin. Si elle avait été l'Europe de la fraternité et de la justice, elle serait indestructible. Elle pourrait même traiter honnêtement avec la Russie soviétique, car la Russie soviétique a droit, elle aussi, à la justice, et elle n'est

pas nécessairement, inéluctablement, l'ennemie des peuples européens.

A l'Europe sans âme, à l'Europe des marchands, notre nationalisme oppose l'Europe des hommes, l'Europe de la camaraderie et de la générosité. Et ainsi, il reste fidèle à son principe, il ne fait que l'étendre. Comme au soir du 6 février 1934, c'est encore la propreté, la volonté, l'efficacité que nous revendiquons : et devant nous, nous trouvons encore les marchands du temple, accropis devant leurs machines à calculer, et ils nous répondent en hochant la tête et en citant le cours de la ferraille et le prix de l'once d'or fin qui n'intéresse absolument pas l'Europe des ouvriers et des soldats que nous voulons faire. Aujourd'hui comme hier, ce sont des biens simples que nous demandons, ce sont des biens d'hommes, et sur ces biens reposents les communautés tout comme les nations. Et nous disons que l'Europe de demain ne sera point bâtie autrement que nos propres cités qui n'ont pas été créées par des banquiers et des commandes *off shore* : mais par la volonté d'être libres en commun et par le sentiment d'être des hommes de la même ville.

Maurice BARDECHE.

Le front pro-communiste

Les communistes — qui ont été, à partir de juin 1941, les éléments les plus actifs de la clandestinité anti-nazie — bénéficient constamment depuis la Libération de ce qu'il est permis d'appeler « la solidarité de la Résistance ».

Soit parce qu'ils ont combattu côte à côte dans le maquis, faisant le coup de feu contre les Allemands et les Pétainistes, soit parce qu'ils ont commis ensemble des meurtres et des pillages (meurtres de « collabos » ou prétendus tels, pillages de mairies, de bureaux de tabac, de banques, etc...), les membres non communistes de la Résistance se trouvent liés, pour la plupart, à leurs anciens camarades de 1941-44.

Après dix ans, cette solidarité joue encore en faveur des communistes (lesquels ont su constituer des dossiers sur beaucoup de grands résistants compromis dans certaines affaires malpropres de la Résistance (détournements de fonds), ou ayant eu des contacts trop étroits avec l'occupant nazi (collaboration économique ou autre).

Depuis de longues années, et en particulier depuis le Front Populaire (1935), les communistes sont à la pointe du combat antifasciste. Ils en ont été et en demeurent les promoteurs. Tout mouvement, tout groupement, toute organisation dirigée contre le fascisme (et le racisme) se trouve donc contrôlés, inspirés ou aidés par eux.

Il s'ensuit que quiconque fait mine de s'opposer au plan communiste ou aux visées soviétiques est immédiatement convaincu de fascisme. Pour ne pas être classés « fascistes », ou « racistes », ou « nazis », beaucoup d'hommes et de militants politiques de gauche, du centre et même de droite s'abstiennent de prendre position contre Moscou, ou ne le font que sur le plan doctrinal. La plupart d'entre eux se rangent délibérément sous la bannière de l'antifascisme que brandissent les communistes et adoptent sans difficulté les mots d'ordre soviétiques.

LES COMPLICITES DONT BENEFICIENT LE COMMUNISME

Le danger que représente le Communisme pour notre civilisation — en particulier pour l'Europe — ne réside pas seulement dans le fait que le Parti Communiste possède une organisation remarquable, groupant des cellules nombreuses et des militants éprouvés, ou qu'il dispose d'une presse puissante, ou

encore qu'il réunit le quart des suffrages exprimés dans les élections législatives ou municipales.

Le danger communiste est surtout menaçant en raison des complicités conscientes ou inconscientes dont le Parti bénéficie dans les autres partis et dans tous les milieux.

L'Affaire Rosenberg a démontré que, dans certaines circonstances, des personnalités non-communistes pouvaient apporter leur concours, l'appui de leur autorité ou de leur célébrité au mouvement communiste.

L'affaire dite « levée de l'immunité parlementaire » (scrutin de l'Assemblée Nationale du 6 novembre 1953), a révélé que les cinq députés communistes dont le parquet militaire demandait « l'autorisation de poursuite » comptaient au Parlement français des sympathies nombreuses.

La campagne contre la ratification des accords de Bonn et de Paris relatifs à la C.E.D. prouve, une fois de plus, que la majorité communiste parvient à manœuvrer des personnalités non-communistes, des députés et des sénateurs de divers partis, des organisations bourgeoises de toutes tendances — en leur faisant adopter des mots d'ordre et des slogans soviétiques.

Le Parti Communiste, comprenant le danger que cette armée européenne ferait courir à l'U.R.S.S., dont l'expansion vers l'Ouest se trouverait ainsi bloquée, a entrepris une vaste campagne d'agitation. La première grande manifestation fut le « Rassemblement pour la Paix » qui eut lieu le 25 octobre à la Porte de Versailles.

Organisé par les Communistes, il réunit plusieurs dizaines de milliers de militants d'extrême-gauche venus applaudir les orateurs.

A la tribune du Rassemblement on remarquait notamment :

MM. Louis Aragon, écrivain, directeur des « Lettres Françaises » ; Louis Bazin, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes ; Elie Bloncourt, ancien député, Président de la Fédération progressiste de la Seine ; Jacques Bourdelle, secrétaire du Comité national Paysan pour la sauvegarde de la Paix ; Félix Brun, Président de l'Association républicaine des anciens Combattants ; Maurice Curie, professeur à la Faculté des Sciences ; Danowski, Président des anciens Combattants Juifs ; Duval, inspecteur général de l'Instruction publique ; Florentin, directeur du Laboratoire municipal ; R. Guyot, député communiste ; le professeur Hadamard, de l'Institut ; Hermann, Président de l'Association des Déportés de la Seine, etc...

Ce sont là, pour ainsi dire, les troupes de choc de l'action communiste, intellectuels et politiciens qui ne cachent pas leur appartenance. Ce ne sont pas les plus dangereux. Le cryto-communisme commence au-delà. Déjà, à cette journée, diverses personnalités n'ayant pu assister au Rassemblement avaient envoyé des messages. C'est là que se dessinent déjà les grandes lignes de l'affaire.

Parmi les messages les plus remarqués, citons ceux de M. Edouard Daladier, ancien Président du Conseil ; de M. Louis Marin, ancien ministre ; de MM. Léo Hamon, sénateur M.R.P., membre du Conseil d'administration de la Chambre de Commerce France-Israël ; Edmond Michelet ; de diverses personnalités du théâtre et du cinéma.

Quant au Président Herriot (qui ne l'oublions pas, fut le premier à faire reconnaître le Gouvernement des Soviets en 1924), il se fit représenter au Rassemblement de la Paix qui se tint à Lyon.

L'ACTION DE LA L.I.C.A.

Une autre organisation, celle-ci s'adressant principalement à l'élément israélite et aux militants de gauche et du centre, est un des éléments les plus actifs pour la formation d'un front cryto-communiste.

Il s'agit de la Ligue internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme (L.I.C.A.) qui fut, dans la coulisse, l'organisatrice du mouvement de protestation contre l'exécution des espions Rosenberg, principalement dans la presse.

On se souvient qu'un nombre considérable de personnalités politiques, littéraires, scientifiques, artistiques, économiques, ont apporté leur appui à l'action menée en faveur des Rosenberg.

Au lendemain de l'exécution des deux condamnés, le Président général de la Ligue internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme, M. Bernard Lecache, notait que l'exécution des Rosenberg provoquait à la L.I.C.A. un vif ressentiment contre l'Amérique « raciste » de Mac Carthy et Mac Carren. Par contre, la volte-face de Malenkov, abandonnant spectaculairement l'antisémitisme de Staline, l'amenait à considérer avec sympathie tout ce qui servait la politique de l'U.R.S.S.

Si la Ligue internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme n'était qu'une association communisante quelconque, il n'y aurait pas lieu de s'intéresser particulièrement à son activité. Mais la L.I.C.A. est une association non-communiste dont l'influence s'exerce dans les sphères officielles et sur l'opinion publique.

Fondée en 1929 à Paris, elle a pour but la reconciliation et le rapprochement des Israélites et des autres peuples (1). Son siège est 40, rue de Paradis, à Paris (10e). Elle publie depuis 1931 un journal : « Le Droit de Vivre », qui fut d'abord mensuel, qui devint hebdomadaire en 1934 et qui fut suspendu par le Gouvernement Pétain en 1940. Il reparaît depuis la Libération.

Elle a des ramifications à l'étranger et compte des sections nationales dans de nombreux pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique. Elle entretient des relations suivies avec M. Roger Baldwin, Président de la Ligue internationale des Droits de l'Homme (25, East 64th. Street, New-York 21, N.Y.).

Son comité d'honneur comprend de nombreuses personnalités de la politique, de la littérature, du barreau, de l'écran, etc..., parmi lesquelles : MM. Vincent Auriol, ancien Président de la Républicain, René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat ; Pierre Cot, Charlie Chaplin, Yvon Delbos, Albert Einstein, Justin Godart, ancien ministre ; Edouard Herriot, Gaston Monnerville, Léon Jouhaux, Paul-Boncour, Mme Eléonor Roosevelt, Jean-Paul Sartre, Maurice Schumann, Ignazio Silone, etc...

Elle est appuyée par la grande presse, qui diffuse ses mots d'ordre dans le public, sans faire mention de leur origine.

M. Bernard Lecache, président général de la L.I.C.A. est rédacteur en chef du « Journal du Dimanche » (500.000 ex.).

Son principal collaborateur, M. Georges Gombault (de son vrai nom Weiskopf), est le directeur de la rédaction politique de « France-Soir » (900.000 ex.).

Un autre de ses collaborateurs, M. Pierre Loewel, est rédacteur à « l'Aurore », le quotidien radical modéré que dirige M. Robert Lazurick et que commandite M. Marcel Boussac (400.000 ex.).

M. Pierre Paraf, l'un des dirigeants de la L.I.C.A. depuis sa fondation, est l'un des chefs de service de la Radiodiffusion où il retrouve un autre vieil ami de la L.I.C.A., M. Vital Gayman, chef des Informations de la Radio.

M. Pierre Bloch, lui aussi animateur de la L.I.C.A., fut pendant cinq ans le Président général de la S.N.E.P. (Société Nationale des Entreprises de Presse, sequestre des principales imprimeries de France depuis la Libération).

La L.I.C.A. est à l'heure actuelle une puissance considérable, et elle est destinée, dans une combinaison de néo-Front Populaire, à être une des plaques tournantes de l'opération.

LES JOURNEES NATIONALES D'ETUDES JACOBINES

Mais la manœuvre la plus dangereuse, parce que bénéficiant de concours importants et s'exerçant dans une semi-clandestinité, est celle que tente depuis quelques mois un groupe assez discret qui porte le nom de Club ou Société des Jacobins.

Les 3 et 4 octobre 1953, ce Club avait organisé à Versailles des « Journées nationales d'Etudes Jacobines », sorte de Congrès réunissant les délégués de divers mouvements de gauche.

De nombreuses personnalités, en particulier dans les milieux radicaux, ont apporté leur concours à cette manifestation, y ont pris part, ou l'ont encouragée. Parmi les animateurs, on trouvait MM. Paul-André Falcoz, rédacteur en chef du « Jacobin » ; Charles E. Hernu, président du Club des Jacobins ; Guy Desson, député socialiste des Ardennes ; Cerf-Ferrières, ancien membre de l'Assemblée consultative d'Alger, administrateur de « Combat » ; Edouard Daladier (qui n'était pas présent, mais qui donna un article publié dans « Le Jacobin ») ; Pierre Mendès-France°; Daniel Mayer ; Pierre Souques, député radical-socialiste d'Indre-et-Loire ; Maurice Bene, député radical-socialiste de Seine-et-Oise°; Henri Henneguelle, député socialiste du Pas-de-Calais ; Emile Roche, membre du Conseil économique, vice-président du Parti radical-socialiste. Ajoutons encore Robert Buron, les députés M.R.P., Joseph Lanet et André Denis, Jacques Mitterand, secrétaire général de l'Union progressiste et associé du journal « Libération » ; Philippe Atger, du Comité exécutif du Parti radical-socialiste ; Gilles Martinet, de « l'Observateur ».

Pratiquement, il s'agit d'une sorte d'Etat-Major en majorité relativement jeune, et destiné à fournir les cadres d'une opération « autoritaire » Mendès-France.

Là encore, la clef de l'opération est donnée par les mots d'ordre se prononçant contre tout anticommunisme, et en même temps marquant une hostilité caractéristique à l'égard d'une nouvelle politique américaine, à laquelle est associé, comme toujours, le nom de Mac Carthy. Un des orateurs, Me Gaston Maurice déclare :

« Le drame est que la gauche est obnubilée par le parti communiste. »

Après avoir rappelé le « rôle historique de M. Mendès-France » (il s'agit

de la tentative de constitution d'un gouvernement Front Populaire et neutraliste faite par M. Mendès-France en juin 1953), Me Gaston Mauriee déclare :

« Les Français ne voulent pas faire d'anti-américanisme, mais ils ne peuvent plus suivre l'Amérique de Mac Carthy prenant des accords avec Franco. »

LE COMITE POUR LE REGROUPEMENT DES GAUCHES

A l'issue de ce congrès, un Comité pour le regroupement des Gauches, a été constitué.

Dans un manifeste publié dans la presse, le nouveau Comité réclame le « cessez le feu » immédiat et la négociation directe au Vietnam et « une politique extérieure indépendante (lisez neutraliste) et le rejet de la Communauté européenne de Défense qui, en réarmant l'Allemagne, compromet la paix et l'idée de l'Europe ».

Le Comité pour le regroupement des Gauches groupe 40 représentants de la gauche politique et syndicale, affiliés à des partis et tendances très diverses : Centre d'action des Gauches indépendantes, C.G.T.-F.O., Comité d'action des Intellectuels, Revue « Esprit », Club des Jacobins, Jeune République, Ligue des Droits de l'Homme, « L'Observateur », Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste, Revue « La Quinzaine », Rassemblement des Gauches républicaines (R.G.R.), Parti Socialiste (S.F.I.O.), Sté européenne de Culture, « Témoignage Chrétien », Revue « Tribune des Peuples », etc...

Le siège du Comité est à Paris, 5, avenue de l'Opéra, dans les locaux du Cercle Républicain.

La direction administrative siège une fois par semaine. Elle se compose de dix membres, qui sont : MM. Atger (Philippe), membre du Comité exécutif du Parti Radical-Socialiste, vice-président des Jeunesses radicales, président du Mouvement Arts, Sports et Culture ; Briandet (Charles), assureur-conseil, secrétaire du « Club des Jacobins », administrateur du journal « Le Jacobin », 79, avenue de Wagram, Paris (17e) ; Chataignier, directeur de la revue « La Quinzaine » ; Falcoz (Paul-André), fils de l'ancien ministre radical, ancien maire de N.-D. de Bellecombe (Savoie) ; chevalier de la Légion d'honneur, chargé de mission spéciale en Chine (1946), rédacteur en chef du « Jacobin » ; Gambier (Jacques), avocat, membre du Parti Socialiste, collaborateur et ancien chef de cabinet de M. Guy Mollet ; Hernu (Charles-E.), président du « Club des Jacobins », directeur du « Jacobin », membre du bureau de la Fédération radicale de Seine-et-Oise, collaborateur du journal « L'Observateur ».

Les tâches sont ainsi réparties : Présidence : Ch.-E. Hernu ; Secrétariat : Ch. Briandet ; Relations avec les parlementaires : P. A. Falcoz.

LE CLUB DES JACOBINS

Le groupe moteur du Comité pour le regroupement des Gauches est le Club des Jacobins.

Le Club (ou Société) des Jacobins a repris l'idée lancée (dès 1937) par feu Gabriel Cudenet, ancien vice-président du Parti Radical-Socialiste Camille

Pelletan, ancien député radical-socialiste de l'Aude et premier président du Rassemblement des Gauches républicaines. Il fut créé sous sa forme actuelle en novembre 1951.

Son but, défini à l'article 3 des statuts, précise que :

« L'objet des Jacobins est d'être une Société d'éducation civique et de propagande ayant pour but de réunir tous les Républicains, qui, venant des horizons politiques les plus divers, veulent essayer en dehors des partis, d'avoir entre eux des contacts, afin de faire triompher les idées qui leur sont communes, et de faire connaître aux nouvelles générations, les réformes politiques, économiques et sociales constituant l'idéal jacobin. Les Jacobins sont fidèles à la Déclaration de 1789 et à sa devise : Liberté-Egalité-Fraternité. »

Le club est présidé par M. Charles E. Hernu.

M. Charles Briandet en est le secrétaire général, et MM. Jean Duhamel et Pierre Barrucand, en sont les trésoriers.

Le Club des Jacobins possède des sections et des représentants dans divers départements : Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Nord, Pas-de-Calais, Calvados, Loiret, Rhône, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Vaucluse et, également, en Tunisie.

Ses membres se répartissent ainsi : Commerçants, industriels, hommes d'affaires : 20 %. Fonctionnaires : 20 %. Professions libérales : 19,5 %. Employés : 12 %. Elus en fonction, hommes politiques : 6 %. La moyenne d'âge en est de 33 ans. Tous les adhérents sont Français. Vingt-quatre députés appartenant à tous les partis sont en contact régulier avec la société (Radicaux, S.F.I.O., U.D.S.R., R.P.F., Union Progressiste).

Le Club des Jacobins possède un organe officiel, qui se présente sous la forme d'un journal mensuel de 4 ou 6 pages : « Le Jacobin. »

Le n° 1 du « Jacobin » parut en février 1953. M. Hernu en est le directeur politique.

Le Club des Jacobins se recommande de la politique de MM. Edouard Herriot, Edouard Daladier et Pierre Mendès-France, qui lui ont témoigné leur sympathie.

M. Edouard Daladier a publié dans « Le Jacobin » un important article contre l'armée européenne (numéro d'octobre 1953).

Parmi les collaborateurs du journal « Le Jacobin » et les amis et adhérents du Club des Jacobins on remarque :

MM. Bène, député radical-socialiste de Seine-et-Oise, maire de Limours ; Henri Heneguelle, député socialiste du Pas-de-Calais, maire de Boulogne-sur-Mer ; Jacques Mitterand, conseiller de l'Union Française ; Leconghao, ex-attaché du Cabinet du Haut-Commissaire en Indochine Bollaert ; Elie Bloncourt, ancien député ; J. Lanet, député ; Daniel Mayer ; M° Gaston Maurice, déjà cité ; Barbier, secrétaire général du Syndicat de la Police.

Il est intéressant de noter, à leurs côtés, la présence d'autres personnalités qui paraissent surtout être des sympathisants : MM. Edgard Faure, député radical-socialiste, ancien Président du Conseil ; Moro-Giafferi ; Edouard Depreux ; Paul Devinat ; Guy Mollet ; Emile Roche.

Le Club des Jacobins, qui défend aujourd'hui les idées de feu Gabriel Cudenet aurait pour inspirateur occulte M. Georges Bérard-Quelin, directeur général de la « Société générale de presse ». Ce dernier, qui fut l'ami et l'associé de

Gabriel Cudenet, jouit d'une influence considérable dans les milieux radicaux. Il passe pour être le distributeur de fonds de divers groupes neutralistes. Très discret, il n'apparaît pas dans les manifestations jacobines. Cependant, dans le numéro de novembre 1953 du « Jacobin », une importante publicité — la seule publicité insérée dans ce journal — est faite en faveur des « Bilans Hebdomadaires » et des diverses publications de M. Georges Berard-Quelin.

CONCLUSIONS

Il ressort de ce qui précède qu'une vaste manœuvre, englobant des personnalités et des partis opposés doctrinalement au Communisme, se prépare au Parlement et dans le pays. Elle aura pour objectif, sur le plan international, outre l'abandon de l'Indochine à Ho Chi Minh, la non-ratification de la C.E.D.

Si l'on considère que la plupart des parlementaires « Jacobins » (ou affiliés à la L.I.C.A.) ont couvert de leur vote, le 6 novembre, les parlementaires communistes inculpés de sabotage, de démoralisation de l'armée, on peut conclure qu'il existe au Parlement français une majorité de députés de toutes tendances prêts à pactiser avec le Communisme.

Il est intéressant également de constater l'existence de divers échelons destinés à travailler dans les milieux différents au profit d'une action commune. Nous assistons en ce moment à la mise en place de tout un dispositif nouveau, destiné à remplacer l'ancien « système » issu de la terreur de 1945 et aujourd'hui en médiocre posture devant l'opinion. Le développement de cette opération mérite d'être suivi d'assez près.

Henry VILLENEUVE.

La politique des Rockefeller

Lorsque le 18 octobre 1781, Cornwallis se décida, sous le tonnerre des canons, à livrer Yorktown et les 7.000 soldats de sa Majesté britannique aux troupes révolutionnaires américaines de Washington, l'Indépendance des colonies anglaises en Amérique du Nord venait d'être gagnée de haute lutte. En 1783 le peuple américain proclama son indépendance et forma le premier gouvernement. La nouvelle nation englobait un territoire de 850.000 kilomètres carrés et une population de près de 3.500.000 habitants. Après la déclaration d'indépendance les Etats-Unis se dégagèrent en premier lieu d'une position stratégique contemplative des grands espaces et la City londonienne fit de plus grands efforts en vue de l'ouverture des marchés est-asiatiques. C'est seulement en 1862, lorsque les Etats-Unis étaient en proie à une guerre civile meurtrière, qu'un groupe de banquiers anglais attira de nouveau l'attention de la Finance vers l'Amérique dans un mémoire connu sous le nom d « Circulaire Hazard ».

Depuis le début du dix-neuvième siècle deux faits décisifs s'étaient en effet produits, qui pouvaient laisser présager de puissants bouleversements politiques, comme conséquence des grandes innovations techniques :

1° Le 4 juillet 1828, le siècle de la « Révolution industrielle » avait fait son apparition dans les étendues fermées de l'espace nord-américain avec l'ouverture de la première ligne de chemin de fer entre Baltimore et Ohio. L'Angleterre fondait précisément la Firme Boulton et Watt, la première usine de moteurs du monde, au même moment elle devait renoncer à ses colonies américaines. Quelques années plus tard, Georges Stephenson construisait s s premières locomotives.

2° En 1857, le chimiste et professeur à l'Université de Yale, Silliman, démontrait que le pétrole était un bon moyen d'éclairage. Les méthodes d'exploitation primitives s'opposaient encore à un rendement économique et à un rapport prom tteur des champs pétrolifères ; celles-ci consistaient à puiser péniblement le pétrole dans des trous creusés à même la terre. Cela amena un homme d'affaires new-yorkais, Georges H. Bisell, à s'adresser à un certain colonel E. L. Drake, afin de l'engager à aller à la rencontre du pétrole dans ses gi ements naturels. Le 27 août 1859, le premier forage profond de Drake fut exploitable : près de Titusville, en Pensylvanie, on obtint 24 tonneaux, soit environ 4.000 litres, par jour, d'une nappe pétrolifère située à 24 mètres de profondeur.

La rencontre du progrès et de l'invention, la fusion de l'énergie et de la technique, le recoupement serré entre la production et les moyens de transport amenèrent l'Amérique à la domination du monde. Son toit d'or reposait sur deux piliers et le vingtième siècle s'ancra dangereusement entre les môles de deux « Konzernes » : La « Standart Oil » de Rockefeller et le groupe J. P. Morgan and Co.

*
* *

Les actions pétrolières et de chemin de fer furent les symboles étincelants sous lesquels se déroula le processus de métamorphose de l'Amérique agraire en puissance industrielle.

John Davison Rockefeller naquit le 8 juillet 1839 à Richford, à 200 kilomètres de New-York. Ses ancêtres étaient encore paysans et avaient émigré d'Allemagne en Amérique en 1722. Le père de John, William Avery Rockefeller, surnommé « Doc » — « Docteur » — spéculait sur les brevets médicaux. Il voyagea, comme une sorte de charlatan, à travers les Etats américains et se distingua même comme spécialiste du cancer. On raconte que les remèdes contre le cancer de Rockefeller se composaient de pétrole pur, pour lequel il fallait payer 25 dollars par demi-litre. Le père de John fut aussi accusé de bigamie et de concurrence frauduleuse. Le morne John Davison avait hérité de toutes les qualités de son père : sa passion du gain et sa crainte de la pauvreté. Déjà, à l'âge de dix ans, John demandait 3 dollars d'intérêt à son voisin pour une somme de 50 dollars qu'il lui avait prêtée. John alla, à quatorze ans, dans une école de commerce, la quitta en 1855 avec le Certificat de Maturité, et entra comme commis aux écritures aux magasins Howitt et Tuttle.

Le 1er avril 1858 il se mit à son compte avec un Anglais et fonda à dix-huit-ans la firme « Clark et Rockefeller », maison de commerce et de commissions à Cleveland. L'entreprise fit au cours de la première année des transactions de l'ordre de 450.000 dollars. Et 1860 vit sonner pour John D. Rockefeller l'heure, ardemment désirée, de son ascension prodigieuse.

Un groupe de commerçants de Cleveland l'envoya dans les champs pétrolifères de Titusville, où le fameux colonel Drake avait commencé avec tant de succès ses forages profonds à la recherche du pétrole. C'est alors que l'ivresse du pétrole s'empara du sobre et prudent John. En 1862 il fonda la première firme pétrolière sous la raison sociale de « Clark et Andrew ».

Ida Tarbell, écrivain intrépide et sensé, auteur de la meilleure biographie de la « Standard Oil Compagny » décrit à cette époque le pieux et sérieux Rockefeller, avare de mots, prêchant dans sa communauté baptiste sur le thème « Ne soyez pas de joyeux frères. »

Une fois, à la suite s'un succès commercial, il s'interrompit en proie à un enthousiasme furieux, croisa les bras et cria : « Je serai sûrement riche, immensément riche, riche ! »

Rockefeller devint, en effet, un homme riche, très riche et de plus aussi vieux que Mathusalem, aimant toujours l'argent et l'Eglise, et fréquemment l'argent, la politique et l'Eglise. Les sacristains et prédicateurs multi-millionnaires de la Communauté Baptiste, John D. Rockefeller Sr. et John D. Rockefeller Jr., furent les silhouettes les plus en vue d'une communauté « touchée par la vocation », dont les doctrines de Calvin et de Roger William formaient la conception du monde et qui voulaient garantir leurs richesses par le recours mystique à Dieu, mais redoutaient mortellement la pauvreté comme une punition particulièrement rigoureuse. Ils expliquent leurs grâces par une « détermination », dans laquelle la parabole de l'apôtre Paul sur « l'homme bon et le garçon obéissant » joue un rôle essentiel pour guider leurs rapports avec leurs semblables. Leur richesse est le salaire de leur soumission, idée qu'on retrouve chez Bernard Baruch qui passait le Sabbat chez sa mère, obéissant à la plus stricte orthodoxie, et se refusant même à prendre connaissance des télégrammes qui lui annonçaient les cotes en Bourse. Lorsque la sanctification du Sabbat était terminée et lui permettait de s'informer des cours,

le ciel le récompensait, car la valeur des papiers qu'il voulait acheter était tellement tombée qu'il lui était possible de réaliser un bénéfice d'un million de dollars.

Cette sainte rectitude de Rockefeller, exprimée en argent, donna les résultats suivants : avec un capital initial de 500 dollar, il est en 1870 millionnaire, en 1885 cent fois millionnaire, en 1900 il possède un milliard de dollars. A sa mort, le 23 mai 1937, sa fortune s'élevait à 6 milliards de dollars. « C'était l'exemple vivant du rapport étroit entre le puritanisme et le capitalisme », comme l'a affirmé le grand sociologue allemand Max Weber.

LA « STANDART OIL COMPANY » DE ROCKEFELLER

L'histoire de la « Standart Oil Company », à laquelle la formation de la fortune de Rockefeller est intimement liée, commence en 1870. Rockefeller fonde avec quelques amis d'autrefois et son frère la « Standart Oil Company ». Bientôt la publicité américaine ne parle plus que de la « Bande Standart ». Cette société s'occupa d'abord uniquement de l'écoulement de la production pétrolière américaine sans extraire elle-même une goutte de pétrole par forage. En 1877, la « Standart Oil Company » contrôlait déjà 95 % du commerce pétrolier des Etats-Unis et entre 1903 et 1905 l'entreprise avait réalisé un bénéfice net annuel de 60 à 80 millions de dollars, malgré une intervention couronnée de succès de l'Etat.

Pendant les années de guerre de 1941 à 1945 la « Standart Oil of New Jersey » — ainsi se nomme aujourd'hui la « Standart Oil Company » dissoute en 1892 par la loi anti-trust Sherman — réalisa un bénéfice annuel de 130 millions de dollars. En 1947 le bénéfice net s'élevait à 268,6 millions de dollars, et en 1948, à 365,6 millions. En 1949, le chiffre de 268,9 millions fut atteint et en 1950, 408,2 millions. L'empire de la « Standart Oil Company of New Jersey » s'étend aujourd'hui sur 115 pays et comprend 245 sociétés, 41 raffineries travaillant le pétrole brut. Le dernier bilan du « Konzern » de la « Standart Oil Compagny of New Jersey » (ESSO) accusait, certains moyens étrangers inclus, une somme de 5,2 milliards de dollars.

Mais la fortune de la Standart Oil ne constitue qu'une certaine partie de la richesse de Rockefeller. La dynastie Rockefeller possède, à côté d'actions de chemins de fer d'une valeur de 400 millions de dollars, d'intérêts industriels, miniers et bancaires d'une même valeur, un milliard de dollars d'actions dans les emprunts américains et étrangers, 300 millions de dollars en valeurs d'assurances, 300 millions de dollars en valeurs non spécifiées, en plus de la fortune de la « Standart Oil Company of New Jersey » et de participations à d'autres sociétés pétrolières qui ont été estimées à 2 milliards de dollars.

Cette énorme accumulation de capital au sein du monde capitaliste — elle est seulement dépassée par Kuhn, Loeb and Co — donna naissance avant le début de la seconde guerre mondiale au jugement de Léon Trotsky affirmant que le Komintern est une organisation « conservatrice » en comparaison de la Bourse new-yorkaise.

***

Cette accumulation de capital remonte à ses débuts, ainsi que nous l'avons déjà vu, au dernier quart du dix-neuvième siècle. Afin de maintenir les bénéfices des différentes grandes entreprises à un niveau satisfaisant dans les années « creuses », le premier trust fut fondé en 1882. C'était une forme d'organisation commerciale jusqu'alors inconnue aux Etats-Unis : 39 sociétés, dans lesquelles

Rockefeller possédait des intérêts, groupaient leurs participations en 9 nouvelles sociétés. D'autres entreprises suivirent bientôt cet exemple. Le « Big Business », ainsi fut surnommé ce genre de création de trusts, prit une extension tellement menaçante dans les délais les plus courts, que le Congrès américain se vit contraint d'intervenir. La loi anti-trust, votée en 1892, put en vérité interrompre ce développement pendant une courte période mais ne put renverser la tendance. Aux environs de 1900, Rockefeller et Morgan régnaient en maîtres sur le monde de la Finance et de la Banque aux Etats-Unis. Il était devenu impossible à d'autres groupes de fonder de nouvelles entreprises sans leur aide. L'heure de la naissance de l'impérialisme yankee avait sonné. Les puissances capitalistes américaines exerçaient une forte pression vers l'expansion. Elles trouvèrent dans la personne de Théodore Roosevelt leur protecteur avisé. Bientôt Roosevelt ne fut désigné que sous le nom de « Trust Buster ».

La « National City Bank » dans laquelle William Rockefeller, un frère de John Davison, avait placé d'importants capitaux, était devenue le plus puissant groupe bancaire des Etats-Unis à la fin du dix-neuvième siècle. Elle montrait un grand intérêt pour les « investissements à l'étranger », en particulier dans les pays latino-américains et s'abritait pour ces opérations derrière la politique du président Mc Kinley.

En 1898, la guerre éclata avec l'Espagne parce que Cuba s'était dégagé avec succès de l'emprise de la « National City Bank » pour rester seul propriétaire de l'industrie sucrière cubaine.

Un dangereux rival de la « Standart Oil Company » était né entre temps à Mexico. L'agent pétrolier hollando-anglais Deterding avait envoyé ses fondés de pouvoir à Mexico. Grâce à la corruption des politiciens mexicains, il put mener à bien ses affaires et fonda la « Mexican Eagle Oil Co Ltd », ce qui provoqua une violente opposition de la Standart Oil américaine. Elle engagea des bandes de brigands mexicains qui détruisirent les canalisations de la « Mexican Eagle » et incendièrent ses champs pétrolifères. Cette épreuve de force entre Deterding et Rockefeller se déroula également sur d'autres théâtres d'opération, dans le monde entier, avec des résultats indécis et changeants, jusqu'au jour où le gouvernement mexicain, las des intrigues étrangères, nationalisa le pétrole, le 18 décembre 1926.

Nelson Rockefeller, un oncle de John D. Rockefeller Jr, considère aujourd'hui encore le continent sud-américain comme un « lobby » intéressant. Pendant la seconde guerre mondiale, il finança la presse anti-allemande grâce à des millions de dollars distribués à de nombreux pays sud-américains, sans compter des coups d'Etat au Vénézuéla, en Bolivie et dans d'autres Etats.

Lors du dernier coup d'Etat colombien, qui devait rétablir la démocratie en Colombie ,la « Standart Oil Company » de Rockefeller est intervenue de façon manifeste. Sur la base du programme d'aide aux territoires sous-développés (Point IV du plan Marshall) la société a effectué depuis 1946 d'importants investissements destinés à la création de l'industrie pétrolière colombienne.

Dans son « combat pour les principes de la démocratie », Rockefeller a poursuivi son action également dans d'autres Etats sud-américains. En 1945, des discussions eurent lieu à San-Francisco entre les représentants américains et russes aux Nations-Unies. Un délégué russe se refusa à approuver l'admission de l'Argentine dans une organisation secondaire de l'O.N.U. Nelson Rockefeller, qui prenait part au débat, s'exprima de façon très raisonnable : « Nous devons traiter l'Argentine exactement comme chaque autre membre » et il se prononça en faveur de l'Argen-

tine. Le représentant américain Vandenberg répliqua alors : « Anything Rockefeller wants is OK » — « Tout ce que Rockefeller désire est OK ».

Ce petit épisode met en pleine lumière l'influence de Rockefeller sur l'organisation des Nations-Unies et les affaires latino-américaines du Département d'Etat.

***

En dépit de milliers d'intrigues, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ne sont pourtant que des théâtres d'opérations secondaires de la « Standart Oil ».

Les grandes batailles du pétrole se livrent, en fait, en Europe, en Asie et au Proche-Orient.

Ici, comme à Mexico, les intérêts capitalistes et pétroliers anglais et américains se heurtèrent violemment. Le 8 mai 1890 vit la fondation de la Royal Dutch. Ses plus grand, champs pétrolifères se trouvaient aux Indes néerlandaises et, au bout de trois ans, on produisit 90.000 tonnes de pétrole brut à Sumatra. Rockefeller considérait cependant l'Asie comme sa sphère d'influence. En 1898, la Standart Oil tenta de s'approprier les territoires de la Royal Dutch grâce à de sévères luttes de prix et essaya de se rendre maître de la société rivale, manœuvre qui échoua parce que les milieux menacés ripostèrent en formant un trust qui conserva le nom de « Royal Duteh Shell ».

Sous la pression de cette concurrence, la Standart Oil se mit à produire elle-même, car, jusque-là, elle s'occupait presque exclusivement de la vente du pétrole. Rockefeller concentra en premier lieu tous ses effort sur l'ouverture de nouveaux marchés. Il profita à cet égard de ce que l'impérialisme américain avait frayé un chemin à ses intérêts vers l'Extrême-Orient par la prise d'Hawaï et des Philippines. A la même époque, l'Angleterre s'était avancée par voie maritime vers l'Inde jusqu'aux portes de Shanghaï, laissant derrière elle une puissante chaîne de champs pétrolifères en Irak, en Perse et en Arabie. L'Angleterre voulait, de même, pénétrer en Chine grâce au commerce de l'opium. Rockefeller eut une idée. Il fit donner en présent des millions de lampes à pétrole à des paysans chinois. En février 1914, la Standart Oil accorda en outre des crédits de l'ordre de 15 millions de dollars au gouvernement chinois. Elle reçut en échange des concessions pétrolifères pour 75 ans dans les provinces du Shensi et du Chi-Li. A l'aide de vastes fondations pour l'équipement sanitaire et l'enseignement chinois, Rockefeller acquit une telle influence en Chine qu'il put, en 1927, créer son propre instrument politique, l' « Institut pour les affaires du Pacifique » (I.P.R.). Celui-ci devint bientôt la plus grande organisation clandestine d'espionnage de l'époque.

Cela allait à l'encontre des plans du Japon qui possédait aussi des concessions pétrolifères dans le Shensi.

Après que le Japon eut investi des millions de yens dans cette exploitation, la Standart Oil Company fit pression sur Nanking qui se rétracta au sujet des concessions japonaises. En 1931, le Teno se décida à une action sur le continent chinois. Rockefeller profita habilement de l'invasion économique japonaise pour faire du grand trust nippon Mitsui son représentant exclusif en Chine du Nord et dans tous les territoires occupés par les Japonais.

C'est à ce moment que naquirent les liens étroits entre la haute finance américaine et japonaise, liens qui survécurent même à la guerre et évitèrent en 1945 au Japon le démontage de son industrie. John D. Rockefeller III ne manqua pas de s'acquitter d'une visite à Tokio peu avant la signature du traité de paix japonai..

Pendant que les nuées orageuses de la seconde guerre mondiale s'amonce-

laient sur l'Europe et que Roosevelt annonçait sa croisade contre le Japon, Rockefeller, magnanime, avait livré d'importantes quantités d'armes et de matériel de guerre à l'empire insulaire japonais. Roosevelt déclarait le 8 octobre 1940 à la Maison Blanche : « Les Japonais commettront tôt ou tard une faute et nous pourrons alors entrer en guerre ». Un an plus tard, on savait à l' « Institut pour les affaires du Pacifique » que le Japon avait décidé d'attaquer Peal Harbor. Car depuis 1940, l'Amérique était en possession du code secret du service d'informations militaires japonais. Grâce à son espion de grande classe au Japon, Sorge, qui avait habilement mis en place deux agents — Smedley et Stein — dans l'I.R.P. de Rockefeller, Moscou eut aussi connaissance des desseins japonais contre les Etats-Unis. Au cours de l'automne 1941 — des semaines avant l'attaque japonaise contre Peal Harbor — la Russie put retirer sans danger ses troupes en Sibérie. Leur engagement en Europe fit tourner la fortune des armes à l'avantage de l'Union Soviétique.

LA CONSPIRATION DE ROCKEFELLER AVEC L'UNION SOVIETIQUE

Cette conspiration avait commencé dès le déclenchement de la révolution d'octobre. Avant 1914, il y avait 320 sociétés pétrolières dans la Russie Tsariste. Trois grands groupes s'étaient formés : le Konzerne Nobel, la Russian Oil Corporation et la Royal Dutch Shell. Le 1[er] juin 1918, l'ensemble de l'économie pétrolière russe fut nationalisé par une ordonnance du Conseil des Commissaires du Peuple. De nombreux possesseurs d'actions pétrolière russes émigrèrent en Europe Occidentale et, bientôt, une lutte violente s'engagea entre la Standart Oil of New Jersey et le groupe pétrolier anglais pour la possession de ces actions réduites à l'état d'ombres. En 1922, Deterding de la Dutch Shell fit une proposition au ministre russe des affaires étrangères Tschitscherin, aux termes de laquelle des concessions soviétiques devaient être attribuées au prorata du nombre des actions possédées par des étrangers avant le 1[er] juin 1918. Le gouvernement américain prit violemment position contre cette proposition dans le « New-York Times » du 12 mai 1922, parce que, dans ce cas, la Standart Oil aurait été mise en minorité. Des années passèrent sans qu'une décision intervint. Entre temps, les fonds de corruption de Kuhn, Loeb and Co et ceux de Seligman avaient solidement mis en selle le système bolcheviste.

En mars 1926, Rockefeller entra aussi finalement en relations d'affaires avec les Soviets. La Standart Oil obtint environ un million de tonnes de pétrole du syndicat russe du naphte aux prix les plus favorables. Après la conclusion de l'affaire, en mai 1927, le chef du service de presse de la Standart Oil entreprit un voyage en Russie. Ivy Lee inaugurait l'époque « brillante » du « Fellow Traveller ».

Lee écrivit à son retour de Russie un livre répondant habilement aux goûts de la masse, sous le titre : « L'U.R.S.S., un monde d'énigmes ». Lee trouvait des traits sympathiques aux violences soviétiques. Le système communiste semblait tout à fait supportable au représentant de la propagande du monopole capitaliste de Wall Street. Un second livre de Lee fut publié six mois plus tard : « Present Day Russia ». Au même moment, des négociations secrètes se déroulaient entre l'ambassadeur de Russie à Paris, Rakowski et Mitchell, Président de la « National City Bank of New-York ». Les services secrets français avaient, toutefois, placé une table d'écoute dans la pièce où Rakowski conférait avec Mitchell.

Les négociations devaient se dérouler sans succès, mais on sut, entre autres choses, qu'on avait ouvert le débat sur la délimitation des sphères d'influence

entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique au Proche-Orient. Une conférence analogue eut lieu en 1945 entre Nelson A. Rockefeller et Andrej Gromyko au cours de laquelle il fut aussi question de la fixation des sphères d'intérêts américano-soviétiques. On tomba d'accord sur une ligne qui adjugeait la Finlande et la Suède (?) au bloc russe, atteignait l'Adriatique à travers l'Europe, s'étendait au Nord de la Grèce et de la Turquie pour se terminer à la frontière orientale perse, à proximité de l'Afgani tan, délimitation analogue, il faut le souligner, à celle qui était concédée en même temps à Potsdam. Il est remarquable de noter également que, peu de temps auparavant, Roosevelt avait qualifié la prépondérance américaine en Méditerranée et au Proche-Orient d'objectif essentiel des Etats-Unis dans la seconde guerre mondiale.

*
* *

Après la victoire, en quelques années, la plus grande entreprise à l'étranger de la « Standart Oil Company » de New-Jersey, l'A.R.A.M.C.O. put surgir du sol en Arabie séoudite. Elle disposait d'installations d'une valeur de 1,3 milliard de dollars et de réserves pétrolifères promettant les plus larges bénéfices, qui s'élevaient à 1.250 millions de tonnes. Les grandes raffineries les plus modernes furent construites avec des crédits du plan Marshall à Fawlett (Angleterre), Livourne (Italie) et Cartagène (Espagne) afin de traiter la production monstre de l'A.R.A.M.C.O. d'Arabie séoudite. Il en découla un enchevêtement étroit des intérêts de Rockefeller avec l'aide à la reconstruction distribuée en Europe par les Etats-Unis. Car à côté de l'industrie de l'acier, l'industrie chimique (I.G. Farben) vit affluer en premier lieu les volumineux fonds du plan Marshall.

La politique européenne de l'après-guerre et le Plan Marshall ne peuvent être séparés l'un de l'autre dans leur interférence réciproque. Ils reçurent les impulsions principales de deux puissances différentes, ayant toutes deux leur siège à Wall-Street et se réunissant au sein de la « Federal Reserve Bank » des Etats-Unis : ce sont la banque Kuhn, Lœb and Co, d'une part, et la « National Chase Bank » de Rockefeller, d'autre part.

Il y eut parfois des moments dramatiques entre ces deux énormes puissances financières. Ainsi le vieux John D. Rockefeller connut encore des heures tendues dans le calme de sa grande et magnifique propriété de Poento Hill. Après plusieurs phases de violentes rivalités dont la plus grave fut celle qui amena l'union de Kuhn, Lœb and C° avec Morgan, qui fit perdre à Rockefeller sa première place dans le grand capitalisme américain, une nouvelle rivalité se fit jour après la fin de la seconde guerre mondiale entre les deux grands de Wall Street. La maison Rockefeller souhaitait naturellement défendre ses intérêts en Europe et en Asie dans l'éventualité d'une guerre avec la Russie. Pour protéger le flanc de ses champs pétrolifères en Arabie séoudite, elle fit octroyer 600 millions de dollars à la Grèce et à la Turquie comme contribution des fonds d'Etat américains.

Ensuite survint l'annonce du Plan Marshall, qui fut préparé, en réalité, dans les bureaux du Centre Rockefeller à New-York City. L'Europe marchait lentement vers son rétablissement, perdant en 1945 son sang par mille blessures, et l'Allemagne se relevait à vue d'œil. Dans la maison d'en face, au contraire, chez Kuhn, Lœb et C°, l'aide à l'Europe était traitée avec mépris et on la baptisait « l'Opération Trou de souris ». Là, on avait d'autres soucis. On s'intéressait surtout à financer le rapatriement des Juifs vers l'Etat d'Israël (U.N.R.R.A.).

La position prépondérante de Rockefeller trouva en Allemagne son expression évidente dans la nomination de Mc. Cloy au poste de Haut-Commissaire. Buttenwieser, de Kuhn, Lœb and C°, dut se contenter du poste de suppléant. Mais der-

rière Buttenwieser se tenait le puissant James Paul Warburg. Lorsque son idéal sioniste s'approcha de la banqueroute en Israël, il envoya des instructions et des délégués en Allemagne, dont la première victime fut Auerbach. Celui-ci s'était opposé à l'ensemble des exigences sionistes, méconnaissant totalement le véritable rapport des forces. Ses explications avec Buttenwieser furent toujours plus fréquentes et plus violentes.

On peut imaginer, dans ces conditions, quels chuchotements coururent à travers les halls de la « National Chase Bank » à New-York et de sa filiale allemande à Francfort — aux comptoirs de laquelle furent effectuées les transactions des Konzernes américains d'occupation — lorsque Adenauer se mit en route pour Luxembourg, en vue d'apposer sa signature sous l'accord de réparations germano-israélien, faisant de la sorte passer par la porte de service allemande une part des dollars de Rockefeller vers Israël !

Adenauer a maintenant franchi en casse-cou tous les écueils d'une route financière périlleuse. Son étoile brilla d'un nouvel éclat lorsque le Parti Républicain de Rockefeller fit son entrée au Congrès avec la Présidence d'Eisenhower. Puisque le Chancelier Fédéral Adenauer est l'homme le plus sûr pour la sauvegarde des affaires allemandes, seuls pouvaient mettre en doute sa victoire électorale, ceux qui n'ont pas encore conscience des coulisses secrètes, de la synchronisation qui existe entre les autorités d'occupation américaine et les puissances de Wall Street. Le rival le plus dangereux d'Adenauer, Reinhold Maier (derrière son ami Oppenheimer des banques Kuhn, Lœb and C° s.. trouve James Paul Warburg) est pour le moment, écarté.

Combien, parmi les 12 millions d'électeurs qui se déclarèrent le 6 septembre 1953 en faveur de l'I.G. Farben de Rockefeller, de l'E.S.S.O. et de la politique européenne de Strasbourg, pouvaient avoir une notion exacte de ces faits ?

ERWIN. F. NEUBERT. (« Der Weg », Buenos-Aires.)

L'Europe devant la télévision

Les nations européennes vont-elles, dans les années à venir, connaître une extraordinaire extension de la télévision à l'instar de ce qui se passe outre-Atlantique ?

Une telle éventualité paraît se préciser avec le lancement du premier programme d'infrastructure en France, le développement du réseau allemand et l'entrée en service dans quelques jours du premier réseau italien, sans parler de la télévision britannique qui vient en tête des nations européennes avec 5 émetteurs et plus de 2 millions de récepteurs. Le mouvement gagne également les nations scandinaves et d'autres nations européennes comme l'Espagne, la Belgique et la Suisse où la télévision, encore au stade de projet, commencera à apparaître sur une vaste échelle d'ici un ou deux ans.

Il ne saurait bien entendu être question, du moins pour une période assez longue, de voir s'instaurer un réseau aussi dense que celui des Etats-Unis où sévit une sorte de frénésie en la matière. Que l'on en juge par quelques chiffres : depuis 1948, date du démarrage de la télévision américaine, les Etats-Unis ont construit 238 émetteurs et plus de 20 millions de postes récepteurs. Les réseaux sont maintenant intercontinentaux, reliant l'Atlantique au Pacifique grâce à des centaines de tours de relais bétonnées, élément désormais typique du paysage américain. Les projets en cours de réalisation indiquent que cette fièvre est loin de diminuer puisque les services fédéraux ont accordé plus de 2.000 autorisations nouvelles pour la construction des stations émettrices privées. Le même effort se poursuit dans le domaine technique où l'industrie radioélectrique américaine procède à de nombreuses expériences d'émissions de télévision trans-océaniques assurant la diffusion des programmes américains jusqu'en Europe grâce à des relais assurés par avions stratosphériques.



L'apparition massive de la télévision dans la vie d'une nation pose un certain nombre de problèmes. Si l'industrie électronique trouve de larges débouchés, l'industrie cinématographique connaît en revanche une crise sérieuse ; rien que dans la région de Chicago, plus de 400 salles de cinéma ont dû fermer leurs portes faute de spectateurs. Hollywood a cherché une riposte dans le cinéma en relief, où en tentant de limiter les diffusions de télécinéma (comme c'est le cas en France où la télévision ne peut télédiffuser des films ayant moins de 5 à 10 ans). D'autres milieux cinématographiques réagissent en achetant ou en créant même des stations de télévision dont ils assurent les programmes de courts métrages, formule qui a le mérite d'associer cinéma et télévision ; celle-ci, grosse consomma-

trice de courts métrages, peut éviter la fermeture des studios hollywoodiens. On a même envisagé de doter les récepteurs d'appareils à jetons dont le produit irait à l'industrie du cinéma. Cette lutte à épisodes est loin d'être close.

Mais notre intention n'est pas tant d'évoquer les problèmes techniques et économiques nés avec l'apparition de la télévision que d'envisager leur incidence, combien plus grave à longue échéance, sur la psychologie des futurs téléspectateurs.

L'intrusion de l'image à domicile, brisant le mur de la vie privée, ne risque-t-elle pas d'introduire « le Barnum » dans chaque foyer ? Il semble que la télévision ait pour conséquence directe, en plus de la désertion des salles de cinéma, un recul très net du besoin de lecture. Elle constitue pour les enfants un attrait irrésistible à tel point qu'ils restent souvent des heures devant l'écran afin de suivre les aventures de leurs héros préférés. Dans ce cas précis, il s'agit ni plus ni moins que de la présence en images des héros du genre « Comics » ou « Superman » dont on connaît l'influence néfaste. Lorsque l'on évoque le rôle hautement nocif d'une certaine grande presse à gros tirage, passée maîtresse dans l'art d'exploiter le scandale sous toutes ses formes et flattant les instincts les plus bas, on ne peut que tirer le signal d'alarme. Quelle sera l'action en profondeur de la télévision si elle est en fin de compte entre les mains des mêmes puissances d'argent, si elle entre dans le cadre de l'industrie du plaisir à l'usage des foules incultes ? Abreuver un public inconscient de programmes vulgaires grâce à de gigantesques émissions publicitaires du type « Reine d'un Jour » telle est la perspective offerte aux Européens.

Les tarifs fabuleux des heures d'émissions publicitaires aux Etats-Unis sont assez édifiants à cet égard, aussi est-il de la plus haute importance de se prémunir à l'avance contre ce nouvel opium du peuple.

*
* *

La télévision, en dehors de la remarquable innovation technique qu'elle représente, doit-elle être condamnée de façon systématique ? Il ne saurait en être question. Elle a sa place dans la marche inexorable du temps à l'époque de l'énergie atomique et des vitesses supersoniques. La question qui se pose n'est donc pas de la condamner, mais de contrôler et de diriger son emploi et son développement. Car, à côté des dangers de son action publicitaire, elle peut rendre de grands services dans d'autres domaines.

Dans l'enseignement, elle peut par exemple permettre aux étudiants en médecine de toutes les Facultés de France d'assister aux opérations des grands « Patrons » parisiens. La télévision sous-marine, qui permit la découverte du sous-marin anglais « Affray » coulé dans la Manche, va bientôt nous révéler la vie des fonds sous-marins, lorsqu'elle équipera le bathyscaphe du Commandant Cousteau. Dans un autre domaine, elle a permis d'intéressantes expériences pour le contrôle des avions téléguidés. La marine américaine avait monté une caméra de télévision sur certains vieux avions transformés en bombes volantes et les techniciens à bord d'un porte-avion purent suivre sur leurs écrans récepteurs la marche de l'avion téléguidé comme s'ils avaient pris place dans le poste de pilotage.

La télédiffusion des grandes manifestations artistiques : opéras, galas, festivals, auxquels seule une minorité pouvait jusqu'à maintenant assister, permettra à un vaste public de participer à la vie culturelle des grands centres (cela signifiera peut-être aussi la mort des tournées théâtrales en province !)

La télévision peut donc se révéler utile et figurer parmi les grands moyens

d'expression de la civilisation moderne, mais à la seule condition que son orientation et son développement en fassent un instrument véritable de distraction, d'information et d'éducation. Il faudra à bien des points de vue tenir compte des expériences étrangères afin d'associer l'état et les différentes industries radioélectriques dans le but de coordonner leurs efforts. Il faudra aussi cesser de voir dans la télévision une concurrence mortelle à l'égard du cinéma ou de la radio. Elle doit en être le complément, aussi conviendra-t-il de préciser dès le début le rôle de chacun d'eux. Enfin un contrôle devra être exercé sur la valeur de ses programmes sur les plans éducatifs et moraux.

*
* *

Dans le cadre des nations européennes, il faudra arriver à un accord sur les définitions en généralisant les convertisseurs et en préparant pour un avenir beaucoup plus lointain l'établissement de définitions communes (on sait que la France et la Belgique possèdent la 819 lignes, l'Angleterre la 405 et les autres nations la 625 lignes) et une répartition équitable des fréquences. Car les échanges de programmes entre nations européennes contribueront à faire disparaître les méfiances nées de l'ignorance où furent tenus les hommes d'Europe.

Sur le plan français, le récent programme finalement adopté par l'Assemblée nationale après un premier refus, doit permettre la construction de deux émetteurs nouveaux : l'un à Lyon, l'autre à Marseille, en plus de l'achèvement de celui de Strasbourg. L'entrée en service du relais Paris-Strasbourg permet de couvrir une région plus importante complétant celle du relais Paris-Lille. On espère ainsi donner une impulsion nouvelle à la télévision française et augmenter sensiblement le nombre des postes récepteurs en service, actuellement de l'ordre de 60.000.

Nous applaudirons à tous ces projets sous réserve que les programmes offerts soient de qualité et que la télévision ne soit plus l'apanage d'éléments cosmopolites au service de la démocratie éclairée, sans quoi elle risque fort de n'être, malgré de généreuses promesses, qu'une arme terrible d'abrutissement collectif.

Maurice MESTAT.

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

LA COMMÉMORATION DU 6 FÉVRIER

La messe anniversaire dite à l'intention de Robert Brasillach le 6 février, en l'église Saint-Séverin, a été suivie, comme chaque année, par une très nombreuse assistance. Malgré le très grand froid, l'église Saint-Séverin était pleine comme les autres années et de nombreuses personnes n'avaient pas hésité à venir des quartiers éloignés de Paris et même de banlieue pour s'unir aux prières du souvenir. Le même jour, des messes ont été dites également, à l'intention de Robert Brasillach, dans plusieurs villes de France et de l'étranger.

Dans l'après-midi du 6 février, une très belle réunion publique eut lieu dans la grande salle des Horticulteurs, sur l'initiative de *Rivarol* et des « Amis de Rivarol », avec la collaboration de « Jeune Nation », pour commémorer le vingtième anniversaire des émeutes du 6 février 1934.

Rivarol rend compte en ces termes de cette belle manifestation, la première réunion depuis plusieurs années, dans laquelle on ait senti les possibilités d'une opposition nationale :

« La réunion organisée le 6 février par les « Amis de Rivarol », salle d'Horticulture, a obtenu un très grand succès. Un public jeune et enthousiaste se pressait dans une salle archi-comble. La présence de Maurice Bardèche à la Tribune et de nombreuses personnalités dans la salle donnait à cette manifestation tout son caractère de communion dans le souvenir.

« Georges Rivollet, ancien ministre des Pensions, fit un historique des événements du 6 février 1934.

« Guy Mougenot et Pierre Sidos parlèrent successivement des idéaux et des espoirs de la jeunesse.

« Tixier-Vignancourt, enfin, fit un appel à l'union de tous les nationaux. Son enthousiasme et sa foi en l'avenir furent longuement acclamés...

« En des termes émouvants, M. Tixier-Vignancour a su commémorer le souvenir de Robert Brasillach et de son beau-frère Maurice Bardèche qui fut le promoteur de ce regroupement. Il ajouta en outre que *Rivarol*, applaudi à l'unanimité de ce magnifique rassemblement, était le seul journal capable de faire revivre la mémoire de ceux qui tombèrent le 6 février 1934.

« Cette grande réunion, preuve de la vitalité des espoirs nationaux, sera suivie de plusieurs manifestations semblables dans les mois à venir. »

Ajoutons que cette réunion a fourni la preuve que les forces de l'opposition nationale, quand elles savaient s'unir, pouvaient organiser des manifestations efficaces et félicitons nos camarades de *Rivarol* d'avoir bien vu le rôle que leur courageux journal et leur excellente équipe peuvent tenir en cette circonstance.

C'est une profonde satisfaction et un sentiment d'espoir qui se dégagent de cette très belle réunion, dont il faut faire honneur non seulement au grand talent oratoire de Pierre Sidos et de Jean-Louis Tixier-Vignancour, mais encore à l'action continue et profonde

de Maurice Gaït, de Jean Madiran, de Crouzet, de Delavarde, de Guy Mougenot, et du directeur du *Rivarol* et d'*Ecrits de Paris*, notre ami René Malliavin.

Le dimanche 7 février, Pierre, Jacques et François Sidos et leurs camarades de « Jeune Nation », ainsi que quelques amis et lecteurs de *Défense de l'Occident*, sont allés déposer une gerbe sur la tombe de Robert Brasillach au Père-Lachaise renouvelant un geste traditionnel accompli chaque année par leur jeune mouvement en souvenir des morts de 1945.

PAUL VAN TIENEN EST ACQUITTÉ

Nous sommes heureux d'informer nos camarades que l'affaire de Paul Van Tiénen et du *National Europese Sociale Beweging*, dont nous avions rendu compte dans le n° 7 de *Défense de l'Occident*, s'est terminée par l'acquittement de nos amis hollandais devant la Cour de Justice d'Amsterdam.

Nous avons reçu, à ce sujet, le communiqué suivant du *National Europese Sociale Beweging* :

« La Cour de Justice d'Amsterdam a prononcé ce matin son verdict dans le procès contre Paul van Tienen et Maître Jan Aksel Wolthuis, dont nous vous avions informé par une circulaire en date du 25 janvier 1954. C'est avec une joie profonde que nous vous faisons savoir que van Tienen et Wolthuis ont été acquittés intégralement.

Cette décision de la Cour démontre une fois de plus la haute considération que la magistrature hollandaise porte à la sauvegarde des droits constitutionnels. En outre, elle prouve de façon éclatante combien sont calomnieuses les voix qui accusent notre Mouvement des tendances figurant au chef d'accusation : National-socialisme, antisémitisme, dictatoriat L'effort courageux des deux acquittés a donc conduit à une confirmation indubitable de la légalité démocratique des aperçus idéologiques et conceptions constitutionnelles de nos Mouvements Nationaux et de leur organisation internationale.

Selon toute probabilité, le N.E.S.B. prendra part aux élections des Etats provinciaux qui auront lieu au mois d'avril prochain. Nonobstant la période de préparation très réduite, le Mouvement compte alors pouvoir enregistrer ses premiers succès. Le Comité Directeur du N.E.S.B. sera élargi à brève échéance, avec des personnalités importantes des différents groupements nationaux. Les responsables du N.E.S.B. expriment leur espoir que la prochaine réunion des délégués des forces nationales dans le cadre du Mouvement Social Européen aura lieu aux Pays-Bas après ces élections.

Confiants que cette victoire sur les forces anti-européennes pourra servir la cause pour laquelle nous travaillons tous, les militants des forces nationales des Pays-Bas continueront sans relâche leurs travaux, ensemble avec leurs camarades partout en Europe. Vous serez régulièrement tenu au courant de nos progrès par les moyens appropriés.

Dans l'attente que vous voudrez bien propager les informations ci-dessus par voie de presse et autres, nous vous transmettons le salut des forces nationales néerlandaises, en ce jour heureux. »

Nationaal Europese Social Beweging.

Ce succès de nos camarades hollandais est d'autant plus remarquable que le dispositif du jugement donne une portée générale au verdict de relaxe.

Van Tienen et Wolthuis avaient plaidé, en effet, que leur mouvement, rattaché au *Mouvement Social Européen*, ne pouvait être en rien comparable à l'ancien mouvement de Mussert, puisqu'il s'appuyait sur une conception politique de l'Europe librement discutée et soumise statutairement à l'approbation de congrès publics. Per Engdahl, du secrétariat du Mouvement Social Européen, et Maurice Bardèche, étaient venus, à la demande de leurs camarades hollandais, exposer au tribunal le fonctionnement du *Mouvement Social Européen*.

Le *Nationaal Europese Social Beweging* nous donne sur l'audience d'appel les précisions suivantes :

« Pendant l'interrogatoire, le Président s'informa en détail sur le caractère du Mouvement, qu'on accusait surtout d'antisémitisme, néofascisme et dictatoriat. Paul van Tienen démontra nettement et avec une documentation abondante qu'il ne pouvait en être question, vu les accords de Malmö auxquels toute organisation est obligée de se conformer, et, en se référant aux déclarations faites par le Professeur Bardèche de Paris et le Docteur P. Engdahl de Malmö (Suède) en première instance devant le tribunal d'Amsterdam le 30 septembre 1953, il réfuta toutes les accusations. De même que Wolthuis, il expliqua comment les principes du Mouvement Social Européen et donc du N.E.S.B. formaient une synthèse entre collectivisme et individualisme, qui s'opposent violemment aujourd'hui dans les autres conceptions.

Ensuite, Guido Lauwers, responsable du N.E.S.B. pour les Flandres, vient à la barre comme témoin à décharge. Il affirme que le Mouvement, autant sur les niveaux national qu'international, est gouverné par des statuts démocratiques qui évincent les dangers du dictatoriat et qui assurent les droits de l'individu. Par une évocation des circonstances en Flandres, il prouva l'absence de tout racisme au sein du N.E.S.B., et considéra que sa qualité d'ancien chef de Résistance confirme qu'il ne peut être question de néo-nazisme ou néo-fascisme. »

En tenant compte de ce point de vue dans son dispositif, la Cour de Justice d'Amsterdam a écarté, très objectivement, les accusations de néonazisme, racisme et technique dictatoriale qui étaient élevées contre le mouvement hollandais.

Ce jugement est la meilleure réponse qu'on puisse faire à la campagne de *Combat* et de *Libération*, soutenue par *Le Monde*, qui accuse le *Mouvement Social Européen* d'être une internationale nazie. En annonçant son intention de présenter des candidats aux élections de district du printemps prochain, le *National Europese Sociale Beweging* donnera une réponse plus nette encore, celle de la volonté populaire.

Il nous est agréable de nous associer à nos camarades hollandais pour souligner le respect que la magistrature hollandaise a montré, en la circonstance, pour la sauvegarde des droits garantis par la constitution de ce pays, en même temps que le maintien d'une tradition de liberté dont la Hollande a donné si souvent l'exemple au cours de son histoire.

Nos félicitations à nos camarades Paul Van Tiénen et Aksel Wolthuis dont le courageux combat est une contribution positive à l'action de tous les mouvements nationaux en Europe.

L'ACTIVITE DU "MOUVEMENT SOCIAL EUROPEEN"

EN ALLEMAGNE

La Section allemande du *Mouvement Social Européen* a tenu, dans le courant du mois de janvier, des réunions à Cologne, Dortmund, Holzminden, Göttingen, Hildesheim, Walgrode, Nuremberg, Münich, Reuttingen, Düsseldorf, Wetter am Ruhr, Bad Oyenhausen, Cassel, ainsi que dans plusieurs autres localités.

●

EN AUTRICHE

Aûfbrûch, organe du *Mouvement social autrichien*, section autrichienne du *Mouvement Social Européen*, nous informe dans son numéro de décembre qu'un Syndicat autrichien le *Volkssozialistische Arbeitbewegung* a quitté la Fédération marxiste des syndicats et a fait connaître sa décision d'entrer dans la section autrichienne *du Mouvement Social Européen.*

●

EN FINLANDE

La section finlandaise du *Mouvement Social Européen* a tenu sa session de fin d'année le 30 décembre 1953, en présence des représentants de quatre nouveaux groupes fondés dans les districts d'Helsinki, Oula, Hameenliana et Mikkeli, qui ont été reçus à cette occasion par les membres du bureau. Nos camarades Per Engdahl et Priester avaient été invités à cette réunion dans laquelle leur fut décerné le titre de membres d'honneur de la Section Finlandaise.

●

EN SUEDE

La section suédoise du *Mouvement Social Européen* a délégué trois responsables de ses organisations de jeunesse à la session annuelle de la Fédération du Scoutisme allemand (Deutscher Bund Wanderwogel). L'assemblée entendit la lecture d'un message de Per Engdahl apporté par les délégués suédois ainsi qu'une conférence de Karl-Heinz Priester sur la situation actuelle de l'Europe et les perspectives de l'indépendance européenne.

●

EN ITALIE

Nos camarades le professeur Erneste Massi et le député Bruno Spampanato, directeur de l'hebdomadaire *Noi*, ont été nommés membres du Comité Central du M.S.I., ainsi que notre ami Filippo Anfuso, dont *Défense de l'Occident* a reproduit plusieurs articles. La tendance centriste, dirigée par de Marsanich, secrétaire général du mouvement, à laquelle se rattache Anfuso, a eu 46 sièges, la tendance de droite dirigée par Romualdo Pini a eu 22 sièges, la tendance de gauche dirigée par Ernesto Massi a eu 31 sièges. Le Comité Central comprend ainsi 99 membres.

COMMUNIQUÉS

Communiqué du Mouvement Populaire Européen

Nos amis du *Mouvement Populaire Européen* dont le siège est à Strasbourg-Neudorf, et dont les présidents d'honneur sont le Dr Hugo Eckener, le célèbre commandant du « Graf-Zeppelin », et l'écrivain français Gaston Riou, ont exprimé le désir que le *Mouvement Social Européen* se mette en liaison avec eux. Nous publions très volontiers le communiqué que nous a fait parvenir la direction de ce Mouvement ami :

« Le Comité Directeur du Mouvement Populaire Européen, siège central Strasbourg-Neudorf, a pris, à l'unanimité, la résolution suivante :

Depuis sa fondation en 1952, le Mouvement Populaire Européen n'a pas cessé d'avertir le public du danger résultant d'une politique qui ne résoud les problèmes économiques et sociaux que par le moyen commode des aides américaines. De même, le M.P.E. n'a jamais tendu à cacher les dangers d'une C.E.D. qui fait renaître la force militaire des Allemands en lui donnant un caractère extrêmement inquiétant pour la Russie. Après l'échec de la politique hitlérienne en 1945, la tâche naturelle des gouvernements nationaux de l'Europe était de donner à leurs peuples un ordre sain et solide, de trouver des solutions économiques et sociales qui auraient permis d'y fonder une Europe consolidée en elle-même. Cette Europe aurait pu remplir sa mission historique de troisième force politique entre les blocs. Elle aurait pu trouver une forme de libre collaboration entre ses propres nations réconciliées, se donner une armée défensive sous commandement européen, aider à garantir la sécurité aux blocs d'Est et d'Ouest, modérer les tensions, faire le commerce avec tous les peuples.

Au lieu de solutions courageuses, nous avons vu triompher la nonchalance d'un système malade. Nous avons vu triompher le seul remède des « Européens » : l'aide financière, renouvelée tous les jours, des Etats-Unis d'Amérique, aide qui ne se donne qu'à charge de revanche. Pour sauver leur situation, pour éviter la catastrophe économique résultant d'une politique intérieure misérable, les « Européens » de notre pays étaient et sont disposés à vendre toutes les forces ouvrières et militaires de la nation et à concéder aux sauveurs étrangers tout ce qu'ils demandent.

Les statuts de la C.E.D., élaborés selon les directives de puissances étrangères de l'Europe, privent la nation d'une grande partie de sa souveraineté, sans constituer une vraie souveraineté des peuples unis d'Europe. Par l'adhésion de l'Allemagne au système N.A.T.O., prévue dans la C.E.D., le système N.A.T.O. commence à devenir un vrai danger aux yeux des Russes qui se souviennent bien de la croisade hitlérienne et de la vigueur des armées allemandes. Est-il habile de créer l'Europe en irritant dès son origine les voisins de cette Europe ? La peur d'autrui a souvent été, dans l'histoire, la cause

de guerres tragiques, alors qu'on a abusé, plus d'une fois, des « alliances défensives » pour provoquer des guerres.

Le Mouvement Populaire Européen exhorte la nation française à être attentive à tous les dangers de la situation internationale et à empêcher, par tous les moyens possibles, la création d'une « Europe militaire » qui ne serait qu'un instrument dans les mains de puissances non-européennes et une pierre d'achoppement à d'autres puissances non-européennes.

Strasbourg (Neudorf), 28 janvier 1954.

Mouvement Populaire Européen.

Communiqué de l'Union Française des Fédéralistes

*Nous sommes heureux de reproduire le communiqué suivant de l'*Union Française des Fédéralistes *(président Henry Fresnay), sur le cas du Dr Ernst. Nous nous associons pleinement à la protestation élevée par l'Union au nom de la justice et de l'humanité.*

« Sans prendre position sur les actes éventuellement reprochés au Dr Ernst, l'Union française des fédéralistes élève une vigoureuse et solennelle protestation contre les mœurs que révèlent les faits relatés. Au nom des principes dont s'est toujours réclamée la France, l'U.F.F. ne peut admettre :

» 1° Qu'un homme reste huit ans en prison sans être jugé au fond ;

» 2° Qu'il ait fallu huit ans pour déterminer si, juridiquement, le Dr Ernst était ou non de nationalité française ;

» 3° Qu'une inculpation à l'encontre d'un Français puisse d'une minute à l'autre se transformer en inculpation de crime de guerre à l'encontre du même reconnu Allemand.

» L'U.F.F. tient à affirmer hautement qu'un pays qui, au nom de la justice, se place dans un cas semblable se cause à lui-même un tort immense. Les Français se doivent à eux-mêmes de s'élever contre de telles méthodes. »

Union Française des Fédéralistes.

Echos

L'avenir de l'économie européenne

Dans le dernier numéro de *L'Observateur*, Pierre Gousset analyse un intéressant article paru sous la signature du Dr Wissler dans la revue du grand patronat allemand l'*Arbeitgeber*. Les extraits qu'il cite sont intéressants, mais les commentaires de Pierre Gousset, défenseur improvisé du « patronat de combat » français, sont très contestables.

Le Dr Wissler met en relief la conséquence évidente de l'intégration européenne, l'orientation de la production vers une plus grande efficacité. Notre confrère en tire avec effroi la conclusion que l'industrie française n'a plus qu'à disparaître et que l'industrie allemande régnera sur la production européenne. Les choses ne sont pas si simples.

« L'établissement d'une division du travail complète, dit le Dr Wissler, et la transformation des structures économiques qui en découle pour les pays participants (à la communauté)... voilà ce qui est nécessaire pour atteindre la plus grande productivité possible et, de là, l'expansion de la production avec baisse des prix. »

Citant un texte qui décrit les phénomènes d'une économie dynamique, le Dr Wissler ajoute :

« Dans une économie dynamique, certaines régions doivent se développer plus rapidement que d'autres et doivent attirer vers elles certaines branches industrielles des vieilles régions. Tout ce que peuvent demander ces vieilles régions, c'est que cette transition s'effectue pour elles de la façon la plus facile et qu'elle ne soit pas consciemment rendue plus dure. »

Et il conclut : « Tout ceci s'applique mot paur mot, et sans y ajouter des explications supplémentaires, à l'Europe, et aussi à l'Europe occidentale toute seule. »

Ce sont ces phrases qui font frémir le grand défenseur du capitalisme qu'est notre confrère Paul Gousset. Ces prévisions sont pourtant naturelles et il suffit d'un peu de réflexion pour voir qu'elles ne constituent pas un pronostic fatal.

Il est bien évident qu'il faudra de l'ordre dans une économie européenne. Mais cet ordre peut s'établir sans destructions et sans catastrophes pour personne. Il est naturel que des regroupements se fassent et des spécialisations mais il est naturel aussi que chaque nation de la communauté demande qu'on lui garantisse son volume d'exportation et sa puissance industrielle. C'est par les spécialisations et l'investissement commun qu'on y parviendra. Si une nation de la communauté, mieux équipée, enlève régulièrement certains marchés dans un certain domaine, il est normal qu'une sorte de contrat général existe pour qu'elle fasse exécuter une partie de ces marchés à des maisons spécialisées d'un autre pays. Ces habitudes existent déjà. Il suffit d'en faire une règle. Une spécialisation étudiée et très poussée dans certains domaines peut compenser assez facilement ce que le jeu de la concurrence nous fera perdre par ailleurs. Une puissante masse d'investissements inter-européenne doit permettre en même temps le perfectionnement de l'outillage de ces secteurs spécialisés et la reconversion des entreprises retardataires et mal équipées. Rien de tout cela n'est impossible. C'est une affaire de connaissance technique et de connaissance des marchés. C'est une affaire d'organisation et de planification. L'économie européenne doit être planifiée et organique, nous n'avons jamais cessé de l'affirmer. Cette mise au point ne doit pas être laissée à l'improvisation, au désordre ou aux amateurs. Mais cette vérité une fois admise, on a autant de raisons de dire que la production française sortira plus forte de cette intégration que de dire le contraire. Car enfin, si le cloisonnement de l'Europe persiste, si les conditions de production continuent d'être ce qu'elles sont, tout le monde est d'accord pour penser que ce *statu quo* est beaucoup plus favorable aux perspectives de l'industrie allemande qu'à celles de l'industrie française. La communauté économique européenne est un contrat. Elle nous procure les avantages et les protections du contrat, et cela à un moment où notre situation est relativement forte et celle de l'Allemagne relativement faible. Dans l'état où nous nous trouvons, ce contrat, établi sur de telles références, est probablement meilleur pour l'industrie française qu'une lutte concurrentielle dans laquelle nous partons vaincus. Où en sera dans dix ans notre commerce extérieur, avec nos prix de revient, nos charges parafiscales, notre retard d'investissement ? Où en sera dans dix ans le commerce extérieur d'une industrie allemande reconstruite à neuf et reconstituant peu à peu l'organisation de ses marchés et le trésor de ses brevets ? On peut tout prophétiser en matière d'économie, mais les avantages d'un accord franco-allemand sur les bases actuelles peuvent être plaidés avec autant de vraisemblance que la thèse contraire.

N'oublions pas, en effet, cet autre épouvantail que notre confrère secoue à la fin de son article. Dans le même *Arbeitgeber*, un Dr Gebauer n'hésite pas à affirmer :

« Ce complexe (européen) pourrait sans danger entrer en lutte de concurrence avec les Etats-Unis sur les marchés mondiaux ».

Cette perspective qui paraît si alarmante au russophile *Observateur*, si jaloux en l'occurrence des prérogatives américaines, a plutôt de quoi

nous rassurer. Tant mieux si cela doit être ainsi. Mais n'est-ce pas encore une raison de penser que l'industrie française, en participant à ce vaste complexe européen, ne fait pas une si mauvaise affaire.

LES MENSONGES SUR MAC CARTHY

La campagne de haine et de calomnies contre le sénateur Mac Carthy se poursuit en France avec des fortunes diverses. Il est curieux de constater, comme le fait *La Libre Belgique*, que les mêmes gens qui accusent aujourd'hui Mac Carthy d'être un « brûleur de livres » et de « faire la chasse aux sorcières » sont aussi ceux qui ont applaudi le plus fort à l'ordre du général Clay du 31 mai 1946 ordonnant la destruction de tous les livres écrits par des nationaux-socialistes, et qui criaient plus que tout le monde pour faire enfermer et réduire à la misère le lampiste qui avait une carte des S.A.

Mais le mensonge et la falsification qui sont chers à nos professionnels de l'information les ont amenés à faire du sénateur du Wisconsin un portrait caricatural et odieux qui ne correspond absolument pas à la réalité.

Alistair Cooke, correspondant américain du *Manchester Guardian*, qui n'est pas suspect de tendresse préconçue pour Mac Carthy, nous donne de lui une image toute différente :

« Il y a une grande différence, écrit-il, entre Mac Carthy et ce qu'on appelle le mac-carthysme. Lors des dernières enquêtes, Mac Carthy s'est toujours placé sur un plan de grande circonspection et de tact parfait. Il est trsè patient avec les témoins que les fiches du F.B.I. considèrent comme des citoyens contre lesquels il n'existe aucune inculpation. Il a caché notamment à la presse les noms de témoins sur lesquels pèsent de grands soupçons... Il se tient strictement dans les limites fixées par la loi aux enquêteurs. Il exige des indices d'activité criminelle très sérieux. Il y a là chez lui une tendance qui n'a pas été exactement appréciée jusqu'à présent. »

LES ADVERSAIRES DE LA C.E.D.

« Le Comité juif d'action contre le réarmement allemand, dans un message adressé aux quatre participants de la conférence de Berlin, attire leur attention « sur le danger que le réarmement allemand sous quelque forme que ce soit constituerait pour la paix en général, et pour la sécurité de la France en particulier » ; rappelant le massacre par les nazis de six millions d'hommes, de femmes et d'enfants juifs, le comité déclare s'élever « avec indignation contre la création d'une armée européenne à l'ombre de laquelle renaîtrait une Wehrmacht revancharde ». (*Le Monde*, Paris.)

« L'intégration européenne aura pour résultat une Europe des S.S. On ne se gêne pas pour dire en Allemagne occidentale que le noyau de l'armée d'Adenauer et du contingent allemand de la C.E.D. doit être formé par la Waffen S.S. hitlérienne. On ne se gêne pas pour dire aussi que la Waffen S.S. fut, après tout, la première armée européenne, dans laquelle on vit servir côte à côte des Hollandais, des Flamands, des Wallons, des Norvégiens, des Français, etc., et que cette Waffen S.S. fut la plus résolue et la plus redoutable des troupes qui furent opposées au bolchevisme... Tous les vrais amis d'une Europe démocratique et pacifique doivent être contre la C.E.D. »

(*Neues Deutschland*, Berlin-Est.)

Qui se ressemble s'assemble : on voit que *Le Monde* pourrait très bien paraître à Berlin-Est, et que les journalistes d'Allemagne orientale se trouveraient à leur aise rue des Italiens. Tout cela explique bien des choses.

L'EUROPE VUE DU BRESIL

« Si la France et à sa suite les autres pays d'Europe occidentale avaient déjà mis sur pied une étroite intégration avec l'Allemagne, par la force des choses l'importance des Etats-Unis ne serait plus un fac-

teur capital et l'Europe serait déjà plus qu'elle n'est aujourd'hui en mesure de prendre en mains son propre destin et de s'assurer une certaine indépendance entre les deux colosses, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Cela ne peut pas être un objectif politique pour l'Allemagne soit de parvenir à une alliance purement germano-américaine, soit d'apparaître en Europe à l'égard des autres nations comme le représentant de la politique américaine. On ne peut songer à un axe Bonn-Washington qu'en cas déchec de la politique d'union européenne. Si, au contraire, la communauté européenne se réalisait — et cela dépend essentiellement de la France — il n'y aurait pas d'axe Bonn-Washington, il y aurait un *modus vivendi* européano-américain. Que les positions d'une Europe unie aient infiniment plus de poids non seulement pour les Soviets mais aussi pour les Etats-Unis que les positions de l'un et de l'autre des Etats européens, c'est d'une complète évidence. »

(*Brasil Post*, Rio de Janeiro.)

LE POINT DE VUE DE MOSLEY

« L'Occident a, en ce moment, à portée de la main une occasion favorable... Un accord avec les Soviets est possible sur un plan très élevé. Une entente en Asie comme contre-partie à la reconstitution d'une Allemagne réunifiée et libre dans le camp européen serait une opération payante. La crise économique mondiale qui s'annonce va procurer aux Soviets des succès encore plus grande en Asie qu'en Europe. La possibilité d'opposer une nouvelle idéologie à la marée soviétique est bien moindre en Asie qu'en Europe où la dictature soviétique est rejetée par une grande partie de l'opinion. Dans toute bataille, c'est une simple question de bon sens de rechercher à pousser le maximum d'avantages dans un secteur où l'on se trouve en bonne position. » (*Union*, janvier 1954.)

C'est malheureusement le contraire qu'on est en train de faire à Berlin. Tout se passe comme si les Américains, découragés par la mauvaise volonté française, s'orientaient vers le choix inverse : quitter l'Europe sur la pointe des pieds et accorder plus d'importance aux affaires d'Asie.

SUR *VERBE* ET *PATERNITE*

Dans notre écho « Fureurs et Vengeances des Rouges Chrétiens » (*Défense de l'Occident*, janvier 1954, p. 43), nous avions parlé de « la condamnation par leurs évêques de « Verbe » et de « Paternité ».

Un de nos lecteurs nous fait à ce sujet les remarques suivantes :

1° En ce qui concerne « Verbe », on n'a pas le droit de parler d'une *condamnation*. Dans une « déclaration », S. E. Mgr l'Evêque de Strasbourg a voulu marquer que « Verbe » ne peut pas être considéré comme une publication d'Action Catholique. C'est tout ce que déclare S. E. et nul n'a le droit d'exagérer la portée de cette affirmation.

« 2° Pour ce qui est de « Paternité », on ne peut pas davantage prononcer le mot de « condamnation ». Les Cardinaux de Lille, Lyon et Rennes ont publié une « mise en garde » contre cette revue. Une mise en garde ne saurait en aucun cas être assimilée à une condamnation. S. E. Mgr l'Evêque d'Angers n'a pas écrit quoi que ce soit contre « Paternité » qui est publiée dans son diocèse.

« Aucun catholique de bonne foi ne peut donc soutenir que « Verbe » et « Paternité » aient été condamnées. »

Nous sommes heureux de cette mise au point qui prouve que les courageux groupes catholiques dont nous avons parlé ne sont pas abandonnés aux coups de leurs adversaires, et que toute une partie de la hiérarchie s'est tenue à l'écart dans cette affaire.

Après la Conférence de Berlin

La conférence de Berlin touche à sa fin. Son échec est évident. Il était à prévoir. Il n'est à déplorer que dans la mesure où il maintient l'Allemagne pour une durée indéterminée dans une situation dramatique, lourde des plus graves dangers.

Officiellement, Forster Dulles a tenu bon sur les positions américaines essentielles. Il ne s'est pas laissé séduire par un partage du monde en deux zones. Il ne s'est pas laissé ramener à l'atmosphère de Potsdam et de Yalta. C'était là l'essentiel. Il n'a rien gagné, mais il n'a rien abandonné. Dans une conférence où il pouvait abandonner beaucoup.

Officiellement, Molotov a coulé la conférence par son ahurissant projet d'une Europe asiatique, allant de Vladivostok à Gibraltar et nous ramenant à la S.D.N., au pacte Briand-Kellog et à l'impuissance totale sous le contrôle du « grand allié » soviétique. Il n'a rien lâché lui non plus, mais il n'a rien perdu.

Eden s'est tu, avec une mauvaise humeur remarquable. Ce point reste obscur.

Quant à la France, assez mal représentée, elle a fait parler d'elle moins qu'on ne pouvait le craindre. C'est là encore un point positif.

En réalité, que s'est-il passé dans les coulisses et quelles concessions ont été faites, qu'on ne veut pas démasquer dès maintenant ? C'est là tout le problème, et c'est ce qu'on a pris grand soin de ne pas nous dire.

L'étrange proposition de Molotov pourrait fort bien cacher une position *à terme*, comme disent les gens de la Bourse. Car, depuis sa proposition, il se trouve que l'Amérique propose une communauté européenne atlantique, télécommandée de Washington, tandis que la Russie propose une communauté européenne asiatique, télécommandée de Moscou. Dans ce dialogue de marchands de tapis, la conséquence logique lointaine n'est-elle pas de dire un jour : faisons des concessions mutuelles et égales, abandonnez votre combinat atlantique télécommandé

de Washington, et nous abandonnons notre combinat asiatique télécommandé de Moscou, que l'Europe soit neutre, ni atlantique, ni asiatique ?

Si telle est la pensée de Molotov, nous pensons qu'une lueur de bon sens a enfin éclairé les cervelles de Berlin. C'est dans ce sens et dans ce sens seulement qu'il y a une solution.

Nous le répétons, comme nous l'avons dit il y a maintenant plus d'un an : il n'y a pas de paix mondiale possible sans une Europe indépendante constituée comme une troisième force entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. Ceci n'est pas une vue de l'esprit, c'est la seule solution pratique, et, nous le croyons, c'est la solution qu'on ne pourra pas éviter et en dehors de laquelle il n'y a que la guerre.

Cette Europe indépendante doit être armée, elle doit être économiquement autonome, elle doit avoir des pactes de non-agression avec l'U.R.S.S. aussi bien qu'avec les Etats-Unis. et conclure des contrats d'échanges commerciaux aussi bien avec l'U.R.S.S. qu'avec les Etats-Unis.

Elle ne doit pas se laisser infiltrer par des forces communistes ou crypto-communistes qui ne peuvent avoir pour but que de faire d'elle une zone d'influence soviétique : elle ne doit pas non plus laisser prendre hypothèque sur sa politique ou sur son économie par le capitalisme international et les agents politiques du grand capitalisme, qui ne peuvent avoir pour but que de faire d'elle, par d'autres moyens, une zone d'influence américaine.

C'est une question de savoir si cette Europe peut admettre, et à quelles conditions elle peut admettre (car ceci *peut* être, et même, en bonne logique *devrait* être le stade final des propositions soviétiques), l'incorporation des territoires non russes, aujourd'hui situés derrière le rideau de fer. Nous aurons à prendre position ultérieurement sur cette question très importante et aussi très délicate, qui risque d'apparaître dans le futur comme une des clefs d'un arrangement pacifique mondial.

En tous cas, notre analyse de la situation et notre solution n'ont pas varié. Nous ne cessons pas de penser que l'Europe troisième force, solution des tendances nationales en Europe, sera toujours la solution raisonnable vers laquelle il faudra nécessairement s'orienter un jour. Et nous ne cesserons de l'affirmer faces aux solutions bâtardes de Strasbourg et de la soutenir contre elles.

D. O.

Etudes et Tribune libre

Les dessous de l'affaire de Tétouan

Le département d'Etat de Washington n'a pas encore digéré la façon dont la France liquida son protégé l'ex-Sultan Sidi Mohammed ben Youssef. Avec lui disparut son influence dans les affaires chérifiennes. L'entente avec Madrid lui permit de reprendre le problème « par la bande ». Il suffisait que l'Espagne marocaine prît des décisions dans sa zone marocaine pour forcer la main à la France dans son Protectorat. Ensuite, grâce à l'O.N.U., marionnette américaine, Washington se chargeait de la phase diplomatique.

La première opération devait avoir lieu en août 1953. Le général Guillaume gagna sur le poteau par sa vitesse d'exécution. Le quai d'Orsay eut alors le tort de ne pas faire savoir que les valises du Sultan étaient prêtes... pas pour suivre les Français : *mais pour s'enfuir en zone espagnole du Maroc et se mettre sous la protection du général Garcia Valino.* Si le plan avait réussi, c'était l'appel à la sédition du Maroc français. Nous aurions aujourd'hui une nouvelle guerre d'Indochine au Maroc. Pour ceux qui considèrent que la présence française au Maroc doit continuer, le général Guillaume évita un conflit intérieur certain.

***

La fuite de l'ex-Sultan ne s'étant pas produite — ô trahisons parmi les frères ! — il fallait trouver autre chose pour sonner le tocsin des heures graves marocaines. Ce fut l'affaire de Tétouan montée en collaboration avec les diplomates américains. A vrai dire, l'opération était assez bien combinée.

Pour des raisons de politique intérieure, le régime franquiste n'est pas particulièrement apprécié dans les démocraties partisanes. Mais, avec les dollars, Washington apporta ses bréviaires du parfait démocrate. Ainsi des photos de propagande nous montrent — et surtout aux U.S.A. — un Franco en civil, sans gardes, sans escorte, au milieu de la foule, assistant aux réjouissances populaires, comme un vulgaire Roosevelt. (Avec le but lointain de l'admission de l'Espagne à l'O.N.U.). Si l'on avait réussi, *le plan était de donner l'indépendance au Maroc espagnol.* Le retentissement d'une telle opération eût été mondial ; Madrid devenait un champion de la démocratie (place à l'O.N.U.) et de l'anticolonialisme cher aux Américains. Les accords de 1912 étaient déchirés et la France restait seule, « infâme impérialiste », au Maroc français.

Reconnaissons que sa position morale eût été désastreuse. Sa position stratégique devenait grave. On se doute du processus des événements. Un « régent » ou « gardien du trône » dans une partie « libre » du Maroc, c'était un Ho Chi Minh lançant les Riffains au Sud « pour libérer leurs frères marocains sous le joug français ». Rappelons que les Riffains, guerriers valeureux, constituèrent les fameux « regulares » qui permirent au général Franco de conquérir son pays. Les Berbères du Sud étaient avec nous... et le nouveau Sultan. C'était la guerre Viet Minh-Viet Nam si la France voulait maintenir sa décision de demeurer au Maroc. *Le danger est remis, il n'est pas écarté.*

*
* *

En éloignant davantage le Sultan déchu du bassin méditerranéen, le quai d'Orsay — instruit par le « kidnapping » d'Abd el Krim — gagna de vitesse les rumeurs du complot qui — assure-t-on — voulait enlever par la force Sidi Mohammed, en Corse, pour le transférer en zone du Maroc espagnol. Pour une fois, on ne s'est pas « laissé surprendre par les événements ». L'affaire de Tétouan n'est pas terminée. Avec un meilleur manœuvrier que le général Garcia Valino, elle eût pu réussir !
La *baraka* joua pour la France.

*
* *

La situation créée par la collusion hispano-américaine au Maroc n'est pas sans humour... au point de vue politique.

Les ennemis et adversaires de la présence française au Maroc sont nos « hommes de gauche », une partie des catholiques nuance Mauriac, bref des personnes qui ne prisent pas

particulièrement le franquisme et, à des degrés divers, l'impérialisme américain. Or, il est désormais prouvé que ceux qui attaqueront la France au Maroc, soutiendront à la fois le franquisme et le capitalisme américain. Comment vont-ils s'en sortir ?

Le parti communiste, qui joint ses efforts à ceux de l'Istiqlal, donc soutient tout ce qui est francophobe au Maroc, fait directement le jeu stratégique de Madrid et de Washington. Jusqu'à présent l'objectif était le but exactement opposé.

La Grande-Bretagne, agacée par les manifestations de revendication sur Gibraltar, voit ses privilèges marocains (hydrocarbures au Maroc français, minerais au Maroc espagnol) en danger. Elle a sa part dans les difficultés marocaines de la France tant elle se montra appliquée à diviser pour régner. Maintenant, la voici qui approuve et épaule la « politique de fermeté » de la France dans le Protectorat...

Le Maroc est en train de devenir une dangereuse poudrière; il se « balkanise » chaque jour davantage. Les mauvaises volontés conjuguées peuvent le transformer en prétexte de guerre.

*
* *

Nous pensons, honnêtement et sincèrement, que l'Espagne, *seule*, ne chercherait pas compliquer *sa* situation coloniale et celle de la France. Elle risque peu, puisqu'à part les villes côtières, elle n'a rien fait dans son Maroc, en particulier au point de vue social et indigène. Le Rio de Oro et l'Ifni (sur la Côte Atlantique) autres enclaves espagnoles du Maroc, ne sont que des kilomètres de désert qui, avant et après le rogui Belkacem, créèrent des perturbations dans la sécurité du Maroc français. Je fus témoin des blockhaus construits au prix d'héroïques efforts par les méharistes français pour ceinturer le Rio, rendez-vous des contrebandiers d'armes pour la dissidence. Sans Lyautey et le Maréchal Pétain, il n'y aurait plus de Maroc espagnol depuis 1925, Abd el Krim avait battu tous les corps expéditionnaires espagnols envoyés contre lui. Le désastre d'Annual a encore une résonnance chez les Riffains. *Le Maroc ne doit rien à l'Espagne, alors que l'Espagne franquiste lui doit tout.* Si le général Garcia Valino a pour « grand homme » Abdel Herlek Torrès, nous lui rappellerons que, pendant la guerre civile d'Espagne, ce « grand homme » fut mis en prison; il tenait le sort des arrières marocains de Franco entre ses mains. S'il n'avait pas renié ses commanditaires d'alors et enfin cédé au plus offrant, il ne serait pas aujourd'hui le champion de la cause espagnole.

Nous connaissons trop, et depuis trop longtemps, les lieux, les drames et les acteurs, pour ne pas apprécier à leur valeur exacte l'importance des éléments en présence. Les desiderata des indigènes ? 1 *pour* 1.000 *dans toutes les affaires marocaines.* Le restant, « combines », affaires, vénalités et mercenaires. Et, surtout, rivalités de grands trusts affairistes ; certains détiennent de véritables privilèges ; certains « systèmes » économico-politiques contrôlent jusqu'à cinq, dix, quinze sociétés (comme les descendants d'Abraham Gradis, de Bordeaux, par exemple) etc... avec leurs prolongements jusqu'au Parlement et surtout dans certains grands quotidiens parisiens. Alors, ON voudrait bien un Maroc indépendant ayant un souverain qui annihilerait d'un dahir toutes ces concessions... pour les attribuer à d'autres. *Toute la question marocaine est là et pas autre part.* Pour arriver à ce but, chacun se sert, ou des minorités agissantes, ou des fractions raciales, ou des schismes confessionnels.

*
* *

Quand Sidi Mohammed ben Youssef dut quitter son palais de Rabat, il ne put emporter toutes ses affaires. Il laissa des papiers importants dont la liste des « cadeaux » aux personnes soutenant sa politique et son trône. Puisque nous sommes en démocratie, pourquoi cette liste demeure-t-elle secrète ? Comme tout s'éclairerait ! Dans une lettre ouverte adressée au Général Guillaume, Me Tixier-Vignancour demande la publication de cette liste et, en particulier, les noms de ces journalistes parisiens qui touchèrent chacun un million. Et voilà à quoi la sagacité commande de ramener les affaires marocaines, à une question de dollars, de pesetas, de douros ou de francs.

Si Madrid connaît maintenant les joies et les euphories d'avoir un bon ami riche, nous le félicitons. Que cet ami ait été la cause essentielle de la chute de sa monarchie, lors de la guerre hispano-américaine de 1898, peu nous importe puisque nous en sommes à la C.E.D. ; nous nous permettons simplement le rappel d'un passé tout récent, en pays islamique aussi.

En Iran, Washington complètement écœuré de l'attitude britannique en Chine — reconnaissance de Mao Tsé Tung par Londres — voulut prendre une revanche en enlevant le plus beau joyau économique de la Grande-Bretagne : *l'Anglo Iranian Oil Co.* dont la majorité des actions appartient à l'Intelligence Service, donc au gouvernement anglais. Le brave Mossadegh, ayant reçu l'assurance que son pétrole serait acheté par des sociétés américaines, fonça sur les producteurs britanniques suivant les suggestions américaines. Le Foreign Office ne prit

pas l'histoire à la légère; alors les conseilleurs se retirèrent sur la pointe des pieds. Mossadegh alla les relancer jusqu'à Washington ! Sans succès. Aujourd'hui, après une « révolution » Mossadegh est en prison. L'historien R. Johannet écrivit, en 1932, « *il est vain et naïf de compter sur la continuité politique des Etats-Unis...* ».

L'affaire de Tétouan — si elle est poursuivie — illustrera peut-être cette situation. Elle n'aura rien résolu pour le Maroc; elle aboutira à des pogroms (chaque fois que les indigènes se battent chez eux les Juifs sont pillés en contre-coup) ; elle réveillera les dizaines de milliers de réfugiés politiques espagnols du Maroc et d'Oranie. Elle ne peut que provoquer une situation grave pour tous.

Car, contrairement à ce que l'on pense généralement, la France peut encore sortir de beaux atouts, si elle veut se défendre. Je n'évoquerai qu'Abd el Krim, revenu à de meilleurs sentiments envers la France, depuis qu'on lui a appris que nous connaissions la vérité sur *son enlèvement* au Caire, lors de l'escale du bateau qui le ramenait en France.

Pierre FONTAINE

La question « des Criminels de Guerre »

Nous reproduisons ici un article paru en Argentine, qui renseignera exactement le public français sur la réaction de l'Allemagne réelle à l'égard de la délicate question des « criminels de guerre ». Les démarches discrètes de la chancellerie allemande à Berlin et à Paris sont le symptôme d'un mécontentement beaucoup plus profond qu'on ne pense. Le silence de la presse française sur cette question, le refus de l'opinion française de prendre position sur des cas aussi remarquables de l'affaire Ernst sont très sévèrement interprétés en Allemagne. Faire le sourd sur une question aussi essentielle ne peut servir que les ennemis de l'Europe et les hommes qui ont des arrière-pensées politiques. Tout refus de la France d'examiner la question des « criminels de guerre » est en réalité un coup indirect mais très efficace contre la politique de communauté européenne, dont la réconciliation franco-allemande est un élément essentiel. Le peuple allemand ne comprend pas qu'on lui demande de participer à une défense commune de l'Europe sans lui donner une situation morale égale à celle de ses partenaires. Lui opposer un refus, c'est travailler pour la politique soviétique qui cherche à empêcher tout rapprochement des peuples européens.

Le Chancelier fédéral, le Dr Adenauer, est persuadé que l'on sert au mieux nos camarades détenus, lorsque tous les partis, leur amis et leurs parents abordent le problème avec « Patience et Tact ». Lui-même, ses ministres et les organismes chargés de la question, en particulier le Service de Défense du Droit du Ministère Fédéral de la Justice, ont assuré à différentes reprises que le sort de nos camarades dans les prisons alliées de l'ouest et dans celles de l'est serait suivi avec chaleur. Depuis plus de trois ans, à la suite de demandes pressantes et nombreuses, ces services ont, en général, fait toujours les mêmes réponses stéréotypées, à savoir que l'on ne peut intervenir dans des procédures indécises ou qu'il serait préférable précisément de ne pas entreprendre de démarches en ce moment, car les négociations engagées sous un angle favorable, en vue d'arriver à un résultat par la voie des grâces, seraient compromises. Par des communications à la presse où l'on ne s'engage

à rien, parce que tel ou tel représentant de notre Etat avait éveillé des espoirs confus, on a suggéré à notre peuple que, si le problème des « criminels de guerre » est difficile, c'est en raison d'éléments irresponsables et radicaux qui pourraient à nouveau mettre en pièces la porcelaine réparée tant bien que mal. Dans le but de renforcer cette opinion on a prestement envoyé les soldats du précédent parlement fédéral en tournée à travers le pays. Avec à leur tête M. le Dr Erich Mende, du F.D.P.

Une appréciation réfléchie de la situation, amenant à d'autres conclusions que celles offertes par le non-soldat Adenauer, constituait indubitablement, nous dit-on, une trahison envers l'Europe. Les directions des associations de soldats tentent désespérément d'expliquer à leurs membres formulant des critiques que nous devons donner la preuve de la fidélité de notre alliance avec l'ouest par la mise sur pied de quelques douze nouvelles divisions. Alors seraient libérés avec certitude ou demi-graciés les derniers soldats qui, depuis 1939 sans interruption, firent face à l'ennemi et se trouvent depuis 1945 dans les prisons occidentales.

Le lecteur peut croire qu'il s'agit du sarcasme d'un homme qui appartient lui-même à la catégorie des criminels de guerre ou qui, jusqu'à maintenant, n'a eu aucune chance dans ses démarches en vue de la libération d'un bon ami. Il me faut malheureusement dire, par mon nom et le résultat de recherches nombreuses, que je réponds du fait qu'il s'agit ici du réalisme authentique d'une époque sans droit.

Celui qui se soucie, au nom de la camaraderie, du sort de nos compatriotes à Werl, Landsberg, Wittlich et Loos-les-Lille, voit chaque jour voltiger dans sa demeure les lettres et les documents des camarades eux-mêmes, de leurs avocats, de leurs amis et parents. La contradiction effroyable qui existe entre l'accord de Bonn avec nos partenaires occidentaux et les erreurs et folies judiciaires de ces mêmes partenaires fait dresser les cheveux.

***

En ce moment par exemple, le sous-officier de la Waffen SS Oswald Siegmund, se trouve à Landsberg. Entré dans l'armée à dix-huit ans, volontaire pour la durée de la guerre, il participa depuis 1941 à tous les combats de la « Garde du Corps », fut trois fois blessé et « impliqué », lors de l'offensive des Ardennes, dans l'affaire suffisamment connue de Malmedy. Siegmund tomba en captivité américaine et vint à Schwäbisch-hall. Il subit lui aussi le traitement spécial de deux émigrants, Pearl et Thon, qui « travaillaient » sou l'uniforme américain comme spécialistes des interrogatoires. Le Sénat américain a depuis longtemps constaté que les méthodes de ces nobles messieurs n'avaient aucun rapport avec le droit américain. Ils extorquèrent ainsi, à la suite de terribles sévices, des « aveux » de camarades et de supérieurs et, sous la menace de faire retirer les cartes d'alimentation de ses parents, qui précisément avaient été expulsés de leur sol natal, l'émigrant Pearl obtint de force la signature « d'une auto-accusation » dont il avait dicté les termes. Siegmund rétracta son auto-accusation au cours des principaux débats comme des aveux arrachés par la force. Restaient seulement les « aveux » non signés et incomplets du caporal Freimuth qui se pendit à Schwäbisch-hall à la suite des mêmes traitements « à la Pearl ». Il n'y eut jamais d'autre « preuve » des trois assassinats retenus par l'accusation que les « aveux » du mort Freimuth. Siegmund fut malgré tout condamné à mort le 16 juillet 1949. Le général Clay, le Clay de la cloche de la paix, a commué la peine en détention

perpétuelle bien que le service des révisions ait proposé l'annulation du jugement. C'était en 1948 ! Et un peu plus tard, à la suite des efforts intensifs du premier avocat de Siegmund, la peine fut ramenée à 25 ans de prison bien que les différents points de l'accusation ne puissent résister à une révision du procès.

Depuis cette époque, notre camarade attend que le gouvernement fédéral se souvienne de son devoir. Dans une lettre adressée à un Ministre fédéral il expose son cas et se fait le porte-parole de tous ses autres camarades de Landsberg. Siegmund dit au Ministre que, jusqu'au 8 février 1952, date à laquelle le Parlement fédéral demanda la libération de tous les criminels de guerre — aussi loin qu'ils ne sont pas coupables selon le droit allemand — le gouvernement fédéral n'avait rien fait de valable en faveur des détenus de Landsberg. Depuis le 8 février 1952, le gouvernement fédéral a toujours ignoré la recommandation du Bundestag. Toutes les déclarations positives du chancelier fédéral et de ses organes gouvernementaux furent immédiatement suivies de démentis des vainqueurs. Siegmund qualifie de grossières falsifications l'annonce du nombre des libérations. 99 % de celles-ci auraient été obtenues sans l'aide des services fédéraux, le plus souvent à l'expiration de la peine, compte tenu du temps déduit pour bonne conduite. Depuis que le chancelier « se met en peine » le nombre des libérations a diminué de façon effrayante. Le Service de Défense du Droit du Ministère Fédéral de la Justice ne jouit pas de la confiance des prisonniers de Landsberg. Le chef de ce service ne s'est encore jamais montré à Landsberg. L'avocat de Siegmund n'a encore reçu aucune notification ou avis émanant de ce service. Jusqu'à maintenant les cas individuels n'ont bénéficié d'aucun intérêt sur le plan juridique. Les détenus ne reçoivent des informations sur leur sort futur qu'à travers de maigres coupures de presse. Mais non par le canal des autorités compétentes.

***

Voilà, dans toute sa brièveté, le cas de Siegmund, un des milliers de camarades qui, aujourd'hui encore, ont l'honneur de dépérir en représentant la nation allemande dans les prisons des alliés de notre chancelier fédéral.

Le député F.D.P. Mende, après quelques « Non », dit finalement « Oui » au traité de la C.E.D. lorsqu'il eut des garanties sur le développement positif de la question des prisonniers. Nous disons aux soldats désireux de renforcer l'aile droite d'Adenauer que nous n'avons pas l'intention de patienter encore quatre ans grâce à des discours à bon marché sur le sort des camarades détenus. Quelques événements d'un passé très récent parlent un langage trop clair. Pendant ce temps, nous sommes tellement intégrés à fond que les Anglais ont pu emprisonner à nouveau Kapp à Werl après son évasion, avec l'aide de services allemands.

Seuls les fous s'agitent à cet égard. Les Français n'interrompent pas la série de « leurs petits procès » qui se terminent par des condamnations à mort. Les journaux sous licence des libérés consacrent à peine une ligne aux compatriotes en danger de mort. Des Hollandais évadés, ils avaient commis le crime inexpiable d'avoir été soldats allemands, ont été livrés sur l'ordre des occupants au mépris du droit des peuples et de la loi fondamentale !

De larges milieux étrangers qui s'efforcent d'obtenir la libération de nos camarades ne trouvent aucun écho dans leur pays, ou sont insultés. Pendant que de célèbres jurisconsultes et des hommes politiques étrangers nous fournissent des

armes pour la libération de nos camarades, le gouvernement fédéral tire à boulets rouges contre tels Allemands qui s'imaginent pouvoir rechercher la vérité dans la question des « criminels de guerre ».

Nous savons que les alliés redoutent le déroulement de procès devant les tribunaux allemands au même titre que toute révision véritable de l'ensemble des sentences. Nous savons en outre que le gouvernement fédéral vend la peau allemande à des prix dérisoires. 1.000 camarades allemands détenus n'ont pas été jugés dignes de la grâce des vainqueurs au moment où 500.000 jeunes Allemands doivent être grâcieusement admis dans les rangs de l'armée anti-russe. En attendant, ceux qui demeurent à Landsberg, Werl, Wittlich et Loos-les-Lille et dans de nombreuses autres prisons ont à peine la force de défendre à l'avenir leur vie, leur liberté et leur droit ; et des chevaliers de la Croix de Fer sollicitent un mandat auprès des partis ayant obtenu une licence des vainqueurs.

Notre peuple est déjà à différentes reprises tombé très bas. Mais toujours, lorsque les meilleurs étaient tombés à l'ennemi, des Allemands ont sonné le rappel du reste du peuple. Aussi longtemps qu'un nouveau Jahn, ou un nouveau Arndt ne parleront pas allemand haut et clair en face de la honte qui nous est offerte chaque jour, nous devrons le faire, aussi bien ou mal que nous le pourrons. La détresse de nos camarades en Russie et dans les prisons des alliés occidentaux ne nous laisse aucune autre alternative. C'est pourquoi nous poursuivrons nos recherches et nous parlerons de leurs résultats jusqu'à ce que la vérité revienne à l'honneur.

Werner VORMFELDE.

Eléments d'une nouvelle idéologie

(suite)

VIII

LA CONSTITUTION

Si l'ordre social doit trouver son origine dans l'égalité morale des hommes, l'ordre étatique résulte de l'inégalité des aptitudes. La société concrétise la communauté populaire. L'Etat incarne la hiérarchie. Si la société est conforme au principe démocratique de l'évolution, l'Etat est le support du principe aristocratique, même en démocratie. Les députés d'un parlement ont été en vérité élus par le peuple, mais ils sont cependant nantis des droits de souveraineté de l'Etat en leur qualité de représentants élus du peuple. Le gouvernement dépend de la majorité de la représentation populaire, mais en tant que gouvernement ses membres restent toujours les promoteurs des plus hautes aspirations populaires. Un gouvernement même démocratique consiste à diriger le peuple. En régime démocratique, on a voulu donner le pouvoir au peuple, en réalité le peuple ne peut choisir qu'entre certains partis et, puisque ces partis représentent les intérêts de groupes sociaux, les électeurs se trouvent le plus souvent liés à un parti. Le pouvoir du peuple en régime démocratique est une illusion ; car la notion de peuple dans la théorie démocratique signifie la masse inorganisée, laquelle ne possède en général aucune possibilité d'exercer un pouvoir.

La démocratie représente la forme d'Etat où la majorité mathématique joue toujours le rôle décisif. Si l'on veut formuler le principe fondamental de la démocratie de façon simple, on arrive au résultat suivant : 51 ont toujours raison par rapport à 49. Ce principe est un non-sens. Car 51 idiots n'au-

ront jamais raison en face de 49 individus sensés. Si l'un déclare : deux et deux font quatre et si 99 répondent : deux et deux font cinq, l'un a alors raison et non les 99. Le scrutin majoritaire ne pourra jamais être pris comme principe de base, il peut seulement constituer une méthode afin de parvenir à une décision, méthode qui ne saurait prétendre à la primauté en face d'autres. On affirme que la liberté, la garantie du droit et le droit de co-gestion de l'individu sont liés de manière indéfectible à la démocratie. C'est une erreur. La démocratie peut être conçue sans liberté, sans garantie du droit et sans droit de co-gestion de l'individu. La démocratie peut par exemple être une dictature de la majorité et cependant demeurer formellement une démocratie.

Une forme d'Etat qui ne repose pas uniquement sur le principe majoritaire peut néanmoins garantir la liberté, le respect du droit et le droit de co-gestion. La dissolution de certains partis et les lois d'exception à l'encontre d'autres dans les démocraties européennes d'après guerre fournissent une preuve de l'existence de restrictions de la liberté au sein d'une démocratie. Les procès politiques contre ceux qui pensent de façon différente, avec comme point culminant le procès de Nuremberg, témoignent du manque de respect du droit et du pouvoir toujours grandissant de la bureaucratie aux dépens de l'individu et des groupes, ils traduisent aussi le recul du droit de co-gestion. Le souci du droit sous la monarchie absolue danoise du 18e siècle, les villes autonomes sur le plan administratif et les communes rurales sous le règne des grands rois suédois démontrent la possibilité d'existence de liberté, de garantie du droit et de droit de co-gestion sous des formes d'Etat qui ne sauraient être qualifiées de démocratiques.

*
* *

On fait aujourd'hui une différence entre démocratie et dictature comme si l'histoire n'avait connu que deux formes d'Etat. Il existe, en fait, un grand nombre de formes d'Etat différentes, et le problème consiste à trouver la forme capable de résoudre au mieux les problèmes actuels de l'Etat.

L'ordre de la société dépend toujours de la structure technique de l'économie et l'Etat a, en conséquence, le devoir de s'adapter sans cesse à la forme de l'économie. La monarchie était l'arbitre naturel de l'ancien Etat des castes, mais elle s'écroula avec la chute de cet ordre. Elle a été remplacée par la démocratie parlementaire. Cette forme d'Etat répond aux événements sociaux découlant de l'essor industriel. La lutte entre partis fut le reflet de la lutte de classes .Les classes nou-

vellement apparues purent rapidement conquérir une position dans l'Etat. Les partis devinrent parallèlement des institutions rigides, des appareils vides n'incarnant plus une dynamique vivante où règne la collaboration sociale ; la forme de l'Etat dut bien entendu s'adapter à ce nouveau stade de l'évolution.

Il n'existe donc pas de forme d'Etat valable pour toutes les époques. Au contraire, l'Etat doit sans arrêt se renouveler afin de pouvoir jouer son rôle de façon opportune. Il n'existe pas non plus de système de scrutin susceptible d'être considéré comme supérieur. Donner le pouvoir à un individu, à un groupe limité ou à la multitude, constituent des principes éprouvés. Aucune de ces formes d'exercice du pouvoir ne s'est révélée la meilleure.

La domination de l'individu, la monarchie absolue ou la dictature, évoluent toujours à la longue vers la dégénérescence politique et sociale. Les hommes se transforment en membres dépendant d'un appareil d'Etat mécanisé. Ils perdent leur confiance en eux-même, leur énergie, leur volonté créatrice. La domination d'un groupe restreint, d'une aristocratie, devient facilement une forme de corruption parce que le groupe dirigeant, primitivement formé d'hommes énergiques et idéalistes, est aveuglé à la fin par le pouvoir et la recherche de son profit propre au détriment de l'ensemble du peuple. La domination de la multitude, la démocratie, se transforme rapidement en influence anonyme de minorités irresponsables qui jouent avec cynisme sur les sentiments de la masse. Aristotélès, le maître d'Alexandre le Grand, et Montesquieu, le grand Français du 18e siècle, se trouvent finalement sur un terrain solide, lorsqu'ils considèrent la forme d'Etat mixte comme la meilleure.

L'Etat, c'est l'autorité. L'Etat est le gardien de l'ordre. Mais il est de ce fait le plus grand garant de la liberté et de la sécurité du droit. Le moteur aristocratique de l'Etat est l'élite, c'est-à-dire le groupe dirigeant. Ce groupe doit cependant d'une part être contrôlé par ses concitoyens et d'autre part reconnaître la nécessité d'un chef. La démocratie connaît aussi le chef. Le chef d'un gouvernement parlementaire est toujours le chef réel du peuple, fait qui a été souligné à la naissance du parlementarisme, particulièrement en Angleterre. Les êtres humains ont toujours besoin d'un homme personnifiant leurs désirs, leurs rêves et leur mélancolie. Un programme ou une idée ne peuvent être sensibles aux foules qu'incarnés à travers un homme vivant.

La dignité de la fonction et la force de l'ordre ne seront pas affaiblies si les individus possèdent le droit de formuler des critiques libres et ouvertes. On a dit du Roi suédois Gustave Wasa que son gouvernement fut un dialogue de quarante ans

entre le roi et le peuple. A la longue, la fidélité à la direction de l'Etat devient plus profonde et plus durable si le gouvernement et le peuple peuxent s'exprimer librement de l'un à l'autre. La défense de la liberté de parole et de croyance, de la liberté d'association et de réunion constituent des devoirs de l'Etat. En sa qualité de support du droit, l'Etat a l'obligation de défendre l'objectivité de la loi et l'égalité devant la loi. Il faut, c'est une nécessité inéluctable, que les individus assumant des fonctions au sein de l'Etat soient des hommes et des femmes dignes de leur mission grâce à leurs aptitudes, leur énergie, leur pouvoir et leur attitude morate.

L'Etat, dans la solution des problèmes qui se posent à lui, a le devoir d'être un exemple dont les groupes sociaux et les individus s'inspireront.

IX

L'ARRIERE PLAN ACTUEL

A l'origine du développement moderne se trouve la révolution industrielle. La société des castes, des corporations et des innombrables barrières douanières, en un mot la société féodale et mercantile, s'est totalement dissoute à l'apparition de la technique moderne. Les frontières étroites ont été brisées par la production massive, le vieil artisanat partiellement remplacé par la fabrication nouvelle de machines. Pour créer des usines, pour construire des lignes de chemin de fer et des vapeurs, pour acheter de nouvelles machines et importer les stocks de matières premières nécessaires à la nouvelle production, il fut indispensable de faire appel à une masse de capitaux, fait auparavant inconnu. Les propriétaires du capital engagé, les commerçants d'Europe occidentale et des villes commerciales américaines, jouèrent de ce fait un rôle de premier plan lors de l'édification de l'économie industrielle. La bourgeoisie capitaliste, en qualité de classe moderne, se dégagea de l'ancienne bourgeoisie. Dans les villes et les localités industrielles se développat parallèlement la classe ouvrière moderne. Peu à peu, une foule de groupes intermédiaires sans classes grandirent entre elles. La paysannerie, primitivement liée à la communauté du village, a été transformée sur le plan social par les méthodes nouvelles de l'agriculture. Le paysan libre incarna la première période de cette évolution, les communautés d'intérêts agricoles la seconde.

Le développement possible du bien-être grâce à la production massive créa également les conditions d'une vie intellec-

tuelle plus large et les intellectuels devinrent un nouveau groupe social de la société moderne.

Ce bouleversement économique et social eut pour résultat la chute des anciennes institutions sociales et politiques. Les conceptions politiques modernes apparurent comme l'expression idéologique des nouveaux groupes et de leurs intérêts.

Le libéralisme et sa doctrine de la liberté fut l'instrument de combat de la bourgeoisie contre l'immobilisme de l'ancienne société. Le conservatisme sous sa forme romantique fut l'arme défensive d'une aristocratie dépassée et souvent soutenue par les paysans menacés par l'industrialisation. Le marxisme fut l'arme de la nouvelle classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie possédante. Les idées de liberté du libéralisme donnèrent libre accès à l'économie capitaliste. Des représentations esthétiques sont souvent le dernier phénomène vital d'un groupe social agonisant, La doctrine de la lutte des classes permit la formation des syndicats et leur combat pour une meilleure existence des masses. Le vieil Etat monarchique fut remplacé par la démocratie parlementaire. Les tentatives de Napoléon et de Bismark pour créer une nouvelle forme autoritaire de l'Etat ne permirent leur exercice génial du pouvoir que pendant de courtes périodes. La chute de la vieille aristocratie comme classe dirigeante et l'ascension de la bourgeoisie capitaliste provoquèrent une fusion de l'ancien libéralisme et du conservatisme, pendant que la naissance des groupes intermédiaires sans classes rendait possible une résurrection des idées libérales sous des formes nouvelles. Les succès des syndicats amoindrirent les tendances révolutionnaires du marxisme et créèrent les conditions du révisionnisme social-démocrate, tandis que conservateurs et marxistes se rencontraient sur le terrain commun de la démocratie libérale.

*
* *

Ainsi survint la première guerre mondiale. La concurrence des entreprises dans l'économie capitaliste s'était transformée en concurrence entre nations, et cette lutte concurrentielle conduisit à la guerre. Le libre commerce du libéralisme avait favorisé les nations riches en matières premières comme l'Angleterre. Les nations pauvres comme l'Allemagne répondirent par le protectionnisme. La guerre douanière créa des contradictions toujours plus grandes entre les peuples, tandis que parallèlement grandissaient les préjugés nationaux. L'issue de la guerre eut pour résultat un partage du monde en pays riches et en pays pauvres. L'Italie, dont les intérêts coloniaux ne furent pas satisfaits à Versailles, et l'Allemagne, dont les possibi-

lités de développement furent fortement réduites. ss trouvaient d'un côté, tandis que la France, l'Angleterre et les Etats-Unis formaient l'autre bloc.

Le bolchevisme prenait le pouvoir en Russie grâce au hardi coup d'Etat de Lénine. La Russie appartenait aux nations riches en matières premières et s'unit dans la lutte finale aux puissances occidentales capitalistes.

Les difficultés en Italie et en Allemagne accélèrent l'évolution. La lutte des classes constituait un obstacle, c'est pourquoi on tenta de réaliser une collaboration sociale dans le cadre du corporatisme ou de la communauté populaire. Le parlementarisme, reflet de la lutte de classes, ne pouvait être la forme naturelle d'Etat de la société industrielle arrivée à maturité. On avait besoin d'un arbitre de l'ordre social nouveau pour des objectifs communs et on créa l'Etat autoritaire sous la forme d'une dictature nationale. Ce nouvel ordre populaire, incarné par les régimes du facisme et du national-socialisme, apparut donc comme un phénomène typique de la nouvelle phase de l'évolution sociale et économique.

La négation de l'individualisme démocratique et de l'objectivisme scientifique donna naissance à l'idéologie collectiviste nationale et au subjectivisme vitaliste. Mais, à l'instar des idéologies du 19e siècle qui s'écroulèrent au cours de la première guère mondiale, les idées de l'entre deux guerres disparurent aussi dans la seconde. De même, la coalition victorieuse des démocraties et du communisme soviétique se scinda bientôt. Le communisme avait graduellement évolué en Russie vers la dictature d'une bureaucratie rouge. A l'ouest, la démocratie reprit les pages noires du national-socialisme : les poursuites contre ceux qui pensent autrement, la mise en accusation de peuples entiers — les Allemands au lieu des Juifs — et le subjectivisme du droit : Nuremberg.

Le pouvoir des grandes entreprises fut renforcé. Les chefs syndicalistes furent plus influents dans leurs rapports avec les travailleurs, l'administration d'Etat élargit toujours plus le domaine de ses besoins et de son action, les hommes se rapprochent les uns des autres au sein des organisations professionnelles et syndicales des grandes entreprises et de l'administration, et les tendances de la nouvelle psychologie sociale se développent dans la même voie, et tendent toutes au résultat final de l'évolution démocratique, la dictature bureaucratique.

Finalement, l'Est et l'Ouest se trouvent sur le même terrain. Capitalisme et communisme trouvent tous deux leur fin dans la même forme l'Etat et de société : la domination dictatoriale des bureaucrates.

(A suivre) Per ENGDAHL.

Documents

Une DECLARATION du Général BÉTHOUART :

POUR UNE FEDERATION EUROPEENNE DES ANCIENS COMBATTANTS.

L'un des promoteurs de l'Association Européenne des Anciens Combattants, le général Béthouart a fait les déclarations suivantes au journal des anciens combattants allemands, Die deutsche Soldatenzeitung :

« Après deux guerres effroyables, il est devenu clair aux Européens qu'ils sont solidaires, qu'ils ont une civilisation commune et qu'ils courent le danger, s'ils restent désunis, de perdre beaucoup plus que ce qu'ils ont déjà défendu, conquis ou perdu par les armes au cours des siècles.

C'est pourquoi sont nées les institutions européennes dont nous vivons en ce moment la construction.

Avant de pouvoir travailler ensemble, il est nécessaire de se comprendre, d'apprendre à se connaitre et d'aplanir les différends qui ont pour origine les ressentiments qui se sont élevés entre les combattants.

Personne n'est plus qualifié pour faire disparaitre cet état de choses et terminer ces massacres d'hommes effroyables et toujours renouvelés, que ceux qui se dressèrent face à face sur les champs de bataille et qui en furent les principales victimes.

S'ils réussissent à se comprendre en toute sincérité et loyauté, ils donneront un grand exemple et ils auront fait beaucoup pour la paix. Ainsi, les combattants du front tiennent encore une fois entre leurs mains le destin des générations futures.

En 1950, tous les gouvernements de l'Europe libre, réunis à Strasbourg, ont établi et signé une Convention du droit des gens. Cette Convention devint à l'intérieur du Conseil de l'Europe une charte commune entre alliés et ennemis d'hier.

Il était compréhensible que les combattants du front adoptent ces conventions ; cela eut lieu à Luxembourg dans une unanimité immédiate et spontanée.

Cette conception de l'homme doit nous guider dans notre travail. Tous nos efforts devront avoir pour but de la porter à la connaissance et à l'attention de tous. Grâce à elle nous trouverons des solutions pour vaincre nos difficultés.

Nous nous adressons aux associations nationales qui ont voté ces éléments de base et leur demandons de prendre part à un Congrès de Fondation qui aura lieu aussi rapidement que possible. Il est normal que nous nous adressions d'abord aux combattants du front, plutôt qu'aux autres. »

A cet endroit de son discours, le général Béthouart continue ainsi :

« La dernière guerre a apporté avec elle des formes différentes de combat, d'efforts et de sacrifices. Parmi elles, le combat mené par les mouvements de résistance mérite une mention particulière. C'est une forme de combat qui aura un développement considérable si le destin veut que nous devions conduire une nouvelle guerre totale et idéologique contre une agression soviétique. »

Nous nous permettrons de nous demander si le général Béthouart a bien pesé ici la portée de ses paroles. Il est évident qu'il pense ici à une résistance de francs-tireurs organisée sur les arrières de l'ennemi par les gouvernements légitimes. *Nous le pensons, du moins (et nous réservons expressément notre opinion sur ce point). Mais ce n'est pas cela qu'il préconise et autorise par sa référence imprudente au maquis. Les francs-tireurs de la dernière guerre se réclamaient, en France du moins, non pas du gouvernement* légitime *installé à Vichy, mais d'un gouvernement* illégal *installé à Londres. Dans une guerre future, la « forme de combat » correspondante, devant laquelle le général Béthouart se pourlèche les babines serait le combat de francs-tireurs* communistes, *obéissant à un gouvernement* illégal *installé à Moscou contre les convois, communications et rassemblements de l'armée légitime, c'est-à-dire de l'armée « atlantique ». C'est cela qui serait* d'abord *la résistance, si le malheur voulait que l'Europe se laissât embarquer dans la guerre. Est-ce cette « forme de combat » que le général Béthouart légitime et qu'il associe à la conduite régulière des hostilités ?*

Nous ne blâmons certainement pas le général Béthouart de vouloir associer les éléments de la résistance au rapprochement des anciens combattants franco-allemands : c'est tout à fait souhaitable. Mais n'oublions pas que, dans cette affaire, les anciens combattants allemands ne sont pas disposés à prendre des vessies pour des lanternes et qu'après tout, le bon droit est de leur côté. Qu'on prépare une réconciliation, d'accord. Qu'on lui donne pour principe et pour modèle militaire *l'indiscipline et la mutinerie, c'est dangereux. Il eût été préférable de se borner è évoquer les souffrances communes de la guerre, sans parler trop longuement de ces « formes de combat » sur lesquelles les anciens combattants allemands ont des idées bien arrêtées.*

A la fin de sa déclaration, le général Béthouart est mieux inspiré lorsqu'il termine par les précisions suivantes :

Nous présenterons au Congrès de Fondation un programme d'action dont les grandes lignes devront être les suivantes :

Sur le plan humain, nous saisirons toute initiative pour faciliter le rapprochement et établir des contacts personnels.

Sur le plan militaire, nous nous efforcerons de rendre plus humaines les lois de la guerre et de les améliorer.

La dernière guerre fut riche en horreurs et en excès réprouvés et maudits par les vrais soldats de tous les pays. Elle constitue encore aujourd'hui le plus grand obstacle à notre entreprise.

Nous rencontrerons encore beaucoup d'autres obstacles : nous les vaincrons cependant grâce à l'esprit de la convention de Strasbourg sur les droits humains et parce que nous serons une « Union d'hommes de bonne volonté »...

LES COMBATTANTS DU FRONT ONT ENCORE UNE BATAILLE A GAGNER, LA PLUS GRANDE DE TOUTES, CELLE DE LA PAIX ET DE L'UNITE DE L'EUROPE, QU'ILS ATTENDRONT GRACE A UNE RECONCILIATION COMMUNE.

Enthousiasmé par cet esprit, un de vos vieux adversaires demande aux anciens soldats allemands de s'unir avec tous les anciens combattants qui restent en Europe libre, afin que demeurent épargnées à l'avenir à nos pays et à nos enfants le mal que nous avons subi et au retour duquel seraient liés la fin de notre civilisation et l'anéantissement de notre continent. »

NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT

Nous avons reçu d'un de nos lecteurs de l'étranger, l'intéressante lettre que nous imprimons ci-dessous :

Monsieur,

Alors que l'attention du public a constamment été attirée par la presse et par les autres moyens d'information, tous contrôlés par l haute finance, sur les diverses variétés de bombe atomique, on l'a soigneusement tenu dans l'ignorance quant à l'éventualité de l'explosion de ce qu'on pourrait appeler la bombe « économique ». Cela s'accorde parfaitement avec le fait que le contrôle de la presse est exercé tout d'abord dans l'intérêt de ceux qui la contrôlent avec l'idée de dominer le monde et d'étouffer la vérité au lieu de la faire connaître.

J'ai l'impression qu'à cet égard la politique poursuivie par votre revue est tout à fait opposée à celle qu'on retrouve dans la presse, la radio et la télévision du monde entier et que votre but est, avant tout, de faire connaître la vérité au public.

En résumé, ce qu'on n'a jamais permis au public de savoir ou même de soupçonner est le fait que tout le système bancaire et monétaire actuel, dont l'origine remonte à la création de la soi-disant « Banque d'Angleterre », en 1694 et qui s'est depuis développé et étendu au monde entier, est fondé sur la violation d'une des lois fondamentales de l'univers physique, la loi de la conservation de l'énergie et de la matière, et que son extension en a fait par la suite la plus gigantesque entreprise d'escroquerie et de vol ininterrompu des individus et des nations que le monde ait jamais connue et dont les moyens sont le mensonge, la falsification et l'obligation pour tous d'accepter les règles d'une certaine morale cosmopolite.

Aussi il est inévitable qu'un jour, dont nous ne sommes pas maintenant très éloignés, toute la structure de l'économie bancaire ne s'écroule d'elle-même parce qu'elle repose sur une base contraire à la loi de la nature. Aucune intervention humaine ne pourra empêcher cela. Et c'est cet événement qui constituera cette bombe économique dont l'explosion aura probablement des répercussions immédiates

et une importance mondiale dont la gravité dépassera les effets de n'importe quelle bombe atomique et même de celles qu'on entoure maintenant d'un revêtement de cobalt pour assurer la permanence de radiations mortelles propres à empêcher pendant dix ans et plus toute vie humaine dans leur aire d'efficacité.

L'explosion d'une telle bombe « économique » et les réactions en chaine qu'elle produira à travers le monde entier abolira, naturellement, le pouvoir des maîtres actuels de la haute finance, pourvu que les peuples ne soient pas assez naïfs pour les laisser organiser à nouveau un filet financier d'un nouveau genre qui leur permettra de pêcher une fois encore leur friture humaine. Bien plus, cette catastrophe totale et soudaine du système de la haute finance mondiale est probablement le seul moyen qui nous reste aujourd'hui pour éclairer rapidement et efficacement les peuples, puisque, dans la décadence actuelle de l'humanité, leur sensibilité intellectuelle n'a plus assez de force pour réagir et ne peut être réveillée que par un choc atteignant leur sensibilité physique, ou, du moins, les moyens habituels de leur subsistance, nourriture, vêtement ou logement, et que par là seulement on peut espérer les avertir à temps de la menace qui pèse sur leur existence et leur avenir.

Ainsi, quel que soit le chaos qu'elle provoque d'abord la bombe « économique » peut très bien être en réalité une bénédiction. Dans cette éventualité, on pourrait songer à en précipiter le déclenchement, par exemple en refusant de payer les impôts que les politiciens, simples instruments des grands maîtres de la finance, fixent sur l'injonction de ces derniers et qui servent à payer les intérêts des prêts que les banques font aux nations, système sur lequel repose tout l'édifice du pouvoir de la haute finance. Cette question mérite qu'on y songe.

L'homme qui a dévoilé le premier les principes de cette technique complexe et secrète qui aboutit à dépouiller ses semblables d'une manière invisible de leurs biens et de leur puissance est le professeur Frédérick Soddy, F.R.S., Prix Nobel de Chimie en 1921, dans le livre qu'il a publié en 1926 sous le titre « Richesse, Richesse Virtuelle et Dette » (Allen et Unwin à Londres et Dutton et Co à New-York), ainsi qu'en d'autres livres, brochures et conférences depuis cette date. Pendant les dix dernières années, le soussigné a eu l'honneur de collaborer avec lui pour certaines de ses brochures. Mais, grâce à la conspiration organisée par les imprimeurs, les éditeurs et autres lièvres ou bélîtres placés sous l'influence de « financiers » persuasifs ou menaçants, l'opinion demeure encore aujourd'hui dans les différentes nations dans l'ignorance des principes élémentaires en cette matière, comme on peut le voir par la grande majorité de ceux qui prétendent être des reformateurs monétaires.

Dans le monde scientifique, le professeur Soddy a été rendu célèbre par la découverte des isotopes et par ses longs travaux sur la radio-activité, puis la fission de l'atome. Mais, je le répète, en raison du fait qu'il a découvert la vérité sur les dessous du système bancaire et monétaire, ses travaux de physicien aussi bien que d'économiste, ont été tenus à l'écart par la presse mondiale.

Il serait trop long de faire tenir dans une lettre le détail de la technique et des résultats du système bancaire et monétaire actuel, mais il est souhaitable qu'ils puissent être exposés quelque jour au public sous une forme commode.

L'explosion de la bombe « économique » offrira peut-être l'occasion de fonder une nouvelle Europe sur la base d'une économie rénovée et conforme à la nature, seule base sur laquelle une Europe nouvelle puisse être construite avec des chances d'un succès durable.

Norman A. THOMPSON.

B. A., Mech. Sci. (honours) Cambridge, Assoc. Memb. Inst. Electr. Engrs, Member of the Eugenics Society.

REVUES ET JOURNAUX

— Dans le supplément de janvier de « Monde-Nouveau-Paru », Michel Collinet et Aimé Patri se livrent à une pertinente critique des positions actuelles de Claude Bourdet et du neutralisme progressiste en face des problèmes européen. Ils notent en particulier le curieux alignement de ces positions sur celles du nationalisme réactionnaire, alignement dont les communistes avaient donné le signal dès 1947 et qui produit actuellement ses dernières conséquences avec l'étrange coalition anti-C.E.D. Ils soulignent en outre avec raison les impossibilités d'un neutralisme anti-européen qui n'est que le masque d'ailleurs transparent dont s'affublent des hommes pour qui Moscou reste la Mecque du Progressisme et qui se réclament abusivement du mot d'ordre que seule une Europe nationale affirmant son autonomie idéologique pourra traduire dans les faits : « Ni Washington, ni Moscou ».

— Sous le titre ironique : « Maréchal (Rokossovsky), nous voilà ! » K. A. Jelensky se fait dans « Preuves » (numéro de janvier), l'interprète des réactions des Polonais en exil à la suite des ahurissantes déclarations de Loustaunau-Lacau et de ses compagnons de voyage. A propos de la frontière Oder-Neisse, ce véritable casus belli germano-polonais, il écrit ces lignes dont nous ne saurions trop souligner l'intelligence raisonnable : « S'il est vrai que les frontières occidentales ont une importance très grande pour chaque Polonais, une autre question a pour eux une signification vitale au sens exact du mot : celle de la libération d'un régime de terreur, de l'indépendance nationale. Par indépendance nous ne voulons pas nécessairement dire souveraineté, car il y a de nombreux Polonais dans leur pays aussi bien qu'en exil, qui voient dans l'unité européenne la perspective d'une solution pacifique à leurs différends avec leurs voisins allemands ».

— Marcel Arland achève dans la N.R.F. de février son portrait plein de sympathie de Drieu La Rochelle. Retenons-en au-delà de quelques jugements hasardeux ces lignes que l'admirable auteur des « Notes pour comprendre le siècle » adressait en pensée au tribunal dont il voulut devancer l'arrêt : « Je n'ai pas voulu être un intellectuel qui mesure prudemment ses paroles... Soyez fidèles à l'orgueil de la Résistance comme je reste fidèle à l'orgueil de la Collaboration... Je ne suis pas qu'un Français, je suis un Européen. Vous aussi vous l'êtes, sans le savoir ou le sachant. Mais nous avons joué, j'ai perdu. Je réclame la mort. »

— La Parisienne d'ordinaire plus « dégagée » des lourds soucis de notre temps consacre plusieurs pages de son dernier numéro, où l'on peut également lire le premier acte de la pièce nouvelle de Marcel Aymé et le Journal des années d'exil d'Alphonse de Chateaubriant, aux difficiles rapports de la Littérature et de

la Politique. Après un intelligent article de Michel Braspart (bien que nous ne soyons pas d'accord sur le parallélisme traditionnel mais assez superficiel entre André Stil et Maurice Bardèche, entre Roger Peyrefitte et Henri Martin), Jacques Laurent qui déplore avec un assez cruel humour ce qu'il appelle les mauvaises rencontres de la Littérature avec la Politique, nous paraît en revanche prendre l'exacte mesure du courage et de la clairvoyance des hommes de lettres qui se sont faits depuis quelques années, les avocats des nobles causes humaines lorsqu'il écrit à propos de Thierry Maulnier : « Ce qui est trop facile, c'est d'ameuter l'opinion mondiale sans frais et sans risque, quand le procès a lieu aux antipodes et de passer rapidement quand le procès a lieu chez nous. Un exemple : entre l'article de Thierry Maulnier sur Mac Gee et sa mise au point de septembre suivant, un Maréchal de France mourut à l'Ile d'Yeu. Il n'était pas nègre, je le concède. L'Ile d'Yeu était en France et toute proche, j'en conviens. Ce Maréchal de France avait poussé la banalité jusqu'à être français, il faut l'avouer. Voilà sans doute pourquoi je n'ai trouvé sous le titre « Sacrifices humains » qu'un article de Thierry Maulnier pleurant la mort d'un Italien à Pékin. »

— Si Thierry Maulnier nous semble en effet parfois s'égarer lorsqu'à la suite d'Albert Camus il s'efforce de « reconcilier la morale avec la Politique », il reste, en certaines occasions, un bon analyste de cette dernière. Signalons à cet égard dans « Hommes et Mondes » de février, la chronique où il dénonce les dangers mortels d'une alliance avec les communistes sous le mauvais prétexte de l'hostilité à la C.E.D.

— C'est contre le piège de l'apaisement soviétique que Michel Dacier nous met en garde avec son habituelle perspicacité dans son éditorial du dernier numéro des « Ecrits de Paris », où l'on peut également lire une intéressante note rectificative d'Alfred Fabre Luce à propos de la controverse soulevée par son dernier article sur « Juillet 1914 ».

— Signalons pour terminer quelques articles récents de la presse hebdomadaire: Dans « France Réelle » du 2 février, un portrait de Jean Montigny par José Germain qui met justement en relief, le caractère et l'indépendance d'esprit du brillant et infatigable animateur de l'Union des intellectuels indépendants. Dans « Rivarol », du 4 février, un article vivant et documenté de Guy Mongenot sur les mouvements nationaux et révolutionnaires d'Amérique latine ; dans « la Voix d'Alsace » un remarquable article de l'ancien député Camille Dahlet, qui donne sur l'effarante affaire Ernst les précisions que la presse française s'obstine à taire ; dans « France Indépendante », du 6 février, l'éditorial de Roger Duchet qui définissant les tâches de l'actuelle majorité parlementaire, écrit : « La majorité doit être européenne... il convient de se rappeler toujours cette éclatante vérité : une Europe divisée est pour le communisme le gage de sa victoire ; une Europe unie, la certitude de son échec. »

Remercions enfin notre excellent confrère « l'Echo de la Presse » qui a tenu à signaler à ses lecteurs l'existence de « Défense de l'Occident » en citant dans sa revue de presse un passage particulièrement significatif du virulant article d'Henry Villeneuve sur le massacre de Kibya.

s ne
ndré
urent
ntres
esure
epuis
ropos
diale
bide-
siony
l de
était
sé le
n'a
cles-

seile
etile,
egard
ngers
stilité

nous
ntre
rtifi-
rnier

oma-
par
esprit
Dans
t sur
Voix
lonne
raire,
déli-
s dei
: une
ie, la

s tour
dans
article